

Les Restos du Cœur à l'ex-hôpital Bretonneau Page 3

ISSN 1259-9034



MENSUEL INDEPENDANT D'INFORMATIONS LOCALES - N° 14
JANVIER 1996 - 12 FRANCS - 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. 42 59 34 10

Le «méemorandum municipal» : des choix pour le 18e
Page 5

«Montmartre aux artistes» contre la hausse des loyers
Page 4

Dossier : les grèves dans le 18e



Thierry Nectoux

Les travailleurs du dépôt RATP de Belliard à la manifestation du 12 décembre.

Ce qui se disait chez les grévistes de la RATP, de la poste, à la fac de Clignancourt, chez les instituteurs. Comment les habitants du 18e se sont débrouillés face aux grèves.

Pages 9 à 12

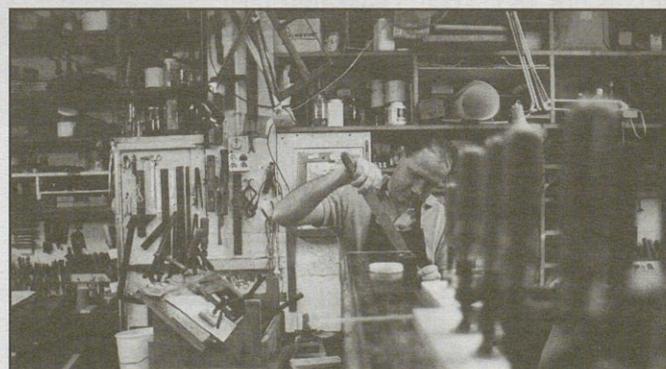
(Publicité)

Tous les samedis matins (9 h à 13 h)
boulevard des Batignolles, Paris 17e
entre le métro Place Clichy et le métro Rome

Marché St Pierre : les clés du paradis... des tissus Page 14

Les enfants de la Goutte d'Or photographient les commerçants Page 20

Mon 18e : André Dumas et la chanson montmartroise Page 13



Dan Aucante

Rue des Cloÿs : l'ébénisterie de Louis XIV Page 6

D 1 Fol 30
327-13

IMAGES DU 18e

Les photos de nos lecteurs

Chaque mois, nous publions en cette page une photo envoyée par un lecteur, choisie pour son intérêt artistique, ou son caractère drôle, pittoresque ou dramatique... Aucune exigence spécifique quant à la forme (les photos en couleurs sont acceptées - mais seront bien entendu reproduites en noir et blanc). Seules conditions : la photo doit avoir, d'une façon ou d'une autre, un rapport avec le 18e et il doit s'agir d'une photo originale, oeuvre de la personne qui nous l'envoie. L'auteur aura droit à un abonnement gratuit de six mois pour la personne de son choix.

Ce mois-ci nous avons choisi, pour son graphisme original, cette image prise depuis sa fenêtre par **Patrick Bastien**, qui habite rue des Gardes. (On y aperçoit à droite un fragment du mur peint qui domine le square Léon.)



COURRIER - COURRIER - COURRIER - COURRIER -

L'inscription des enfants à l'école

A la suite de l'article paru dans notre dernier numéro sur le «collectif de vigilance du 18e», Lynne Macfadyen, du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) nous communique les précisions suivantes :

Depuis de nombreuses années, notre association, parmi d'autres, demande aux maires de respecter l'obligation scolaire sans discrimination. En effet, certaines mairies, en exigeant le titre de séjour lors de l'inscription, excluaient des enfants de parents étrangers. L'ancienne équipe municipale du 18e a dénoncé des parents en situation irrégulière au procureur de la République. Ces pratiques ont même entraîné l'emprisonnement d'une mère de famille pour fait de séjour irrégulier.

Dès son élection, M. Vaillant, le nouveau maire, a assuré les associations concernées que tous les enfants sans discrimination seraient scolarisés et qu'il mettrait fin aux dénonciations de parents. Malheureusement les problèmes perdurent. Certes, la nouvelle équipe a changé le formulaire qui précise les documents nécessaires pour inscrire les enfants à l'école ; mais l'imprimé repris était celui de

M. Tibéri ! On demande toujours aux parents une pièce d'identité, bien que la circulaire du ministère de l'Éducation nationale (16 juillet 1984) n'exige pas la preuve de «l'identité» des parents, mais uniquement celle de la «filiation». Pire encore, ce document exige deux justificatifs de domicile (dont l'attestation de paiement d'impôts ou d'assurance) ; M. Chinaud n'en demandait qu'un seul.

De plus, lors d'une conversation «test» au bureau des écoles, l'employé présent a déclaré que ni le permis de conduire, ni le récépissé de l'OFPRA (seule pièce de nombreux demandeurs d'asile politique) n'étaient acceptés à la mairie du 18e.

Lors d'une réunion publique le 8 novembre et du CICA le 23 novembre 1995, notre comité a demandé à M. Caresche, premier adjoint au maire, de retirer ce formulaire et de veiller à ce que la procédure d'inscription à l'école soit conforme aux textes réglementaires (pour inscrire un enfant, les pièces nécessaires sont : la preuve de filiation, un justificatif de domicile des parents et le carnet de santé de l'enfant).

Si l'employé trop «zélé» ne demande plus de pièce d'identité, il ne peut plus rien savoir sur la régularité du séjour des parents, l'acte de délation devient alors

impossible, l'obstacle mis à l'inscription de certains enfants disparaît. Et la loi est respectée.

MRAP, comité local du 18e

Une solution pour les démarches administratives

Je lis toujours avec intérêt le journal, il aide à connaître la vie du quartier. J'ai bien apprécié l'article sur la Moskowa. Je connais des situations d'habitat de familles sérieuses, absolument dramatiques dans ce quartier : immeubles qui ne sont plus entretenus, fuites d'eau, insalubrité totale et aucune précision sur l'avenir.

Je vous informe par ailleurs qu'une

permanence d'aide administrative s'est organisée depuis le début de novembre. Cette permanence veut répondre aux besoins de tous les habitants du quartier (porte Montmartre et environs) qui ont du mal à remplir divers papiers administratifs qui les concernent, qui ne savent pas où s'adresser pour trouver les solutions à leurs problèmes, ou simplement pour écrire une lettre. Cette permanence est totalement gratuite, elle est assurée par des habitants du quartier et se tient 2-4 rue Esclangon, accueil de l'église Sainte-Hélène, les mardis de 15 h à 17 h et les vendredis de 18 h 30 à 20h30.

Rémi Leproust

La calandre ronde de la Delaunay-Belleville

Pour illustrer, dans notre dernier numéro, le début de l'article sur la bande à Bonnot, nous

avons reproduit un dessin paru dans un journal de l'époque, *Excelsior*, et représentant l'attaque du caissier de la rue Ordener. Un de nos lecteurs, Serge Vinarnick, a réagi à cette image : dessin d'époque, oui, mais «le dessinateur ne connaissait rien aux voitures», nous dit-il. Bonnot utilisait pour cette attaque une Delaunay-Belleville, superbe machine considérée alors par certains comme la plus belle voiture du monde.

Or, nous dit ce lecteur, «l'automobile



représentée sur le dessin n'est certainement pas une Delaunay-Belleville : celle-ci se caractérisait notamment par sa calandre absolument ronde à l'avant. La voiture dessinée ressemble plutôt (bien que vaguement) aux premières Renault.»

A preuve, notre lecteur nous a communiqué une carte postale de 1913 où l'on voit le président Poincaré monter dans une Delaunay-Belleville. (Voir ci-dessus).

Le 18e du mois est édité par l'Association des Amis du 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris, tél. (et fax) 42 59 34 10.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) :

Bernard Ailloud, Dan Aucante, Bernard Boudet, Noël Bouttier, Christine Brethé, Abdelhak Briki, Claire Cartier-Cottin, Bertrand Combaldieu, Jean-Marie Corvaisier, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Isabelle Goux, B. Jamil, Chantal Juan, Fred Kalfon, Marie-Pierre Larrivé, Christelle Le Miller, Françoise Marrié, Daniel Maunoury, Catherine Mondou, Noël Monier, Jean-Philippe Muthélet, Thierry Nectoux, Claude Nègre, Jean-Claude Noyé, Patrick Pinter, Olivier Raynal, Silke Rotzoll, Sabadel, Jean-Yves Sparfel, Claude Thomas, Françoise Touttain.

Restos du Cœur : la campagne 1995-96 lancée à l'ex-hôpital Bretonneau

Le 18^e s'est trouvé un nouveau lieu pour le centre de distribution des Restos du Cœur : l'ex-hôpital Bretonneau. C'est là aussi que l'association créée il y a dix ans par Coluche a choisi de faire, le 11 décembre dernier, le lancement national de sa campagne de l'hiver 1995-96.

Notre arrondissement, qui détient le triste record des RMIstes dans Paris, avait bien besoin d'un local plus confortable que la grande tente de 1994, pour accueillir les plus démunis d'entre nous. De toute façon, l'emplacement où les Restos du Cœur avaient dressé l'an dernier cette tente, au coin de la rue des Poissonniers et de la rue Budin à la Goutte d'Or, n'est plus disponible : un immeuble neuf y est en construction. Cette année, c'est donc dans un des bâtiments de l'ex-hôpital Bretonneau qu'ils se sont installés.

L'an dernier, sous la tente, 2800 repas par jour en moyenne avaient été distribués par les quelque 60 bénévoles de l'arrondissement. Des repas équilibrés (repas froids ou produits pour les préparer, car il n'y a pas de cuisine sur place, seulement une distribution) - et aussi des jouets, car il y a plus de 200 enfants de 0 à 2 ans qui, à quelques jours de Noël, accompagneront leurs parents dans cette démarche, explique Nicole Riffet, responsable de l'association dans le 18^e.

Rêver que c'est le dernier hiver...

Pour bénéficier de cette aide, les candidats aux Restos du Cœur doivent avoir des ressources inférieures à 2500 francs par mois, pour une personne seule, une fois déduit le montant du loyer, nous explique Jean-Claude, un des bénévoles. (Ce chiffre est bien entendu relevé selon un barème en fonction du nombre d'enfants.) L'an dernier, on enregistrait 50 inscriptions par jour dans le 18^e !

Seulement deux jours de nourriture sont stockés sur place. Elle provient à 30% de l'aide fournie par l'Union européenne, à 20% de dons d'entreprises du secteur alimentaire, et à 50% des contributions envoyées à l'association par des particuliers.

Daniel Maunoury



En moyenne 2800 repas distribués chaque jour.

Le 11 décembre, c'était donc l'inauguration du nouveau centre à Bretonneau, et en même temps le lancement national de la campagne 1995-96. Marie Dumas, présidente des Restos du Cœur, a pris la parole devant un parterre de journalistes et de personnalités : Daniel Vaillant, maire du 18^e, côte à côte avec Jean

Tibéri, maire de Paris, Eric Raoult, ministre délégué à l'Intégration, quelques artistes comme Mimie Mathys ou Maxime Le Forestier...

Marie Dumas a confirmé la demande croissante de gens, de plus en plus jeunes, auprès des Restos du Cœur. «Lorsque l'association a été créée, expliquait-elle, nous pensions

que c'était pour quelques années. Aujourd'hui encore, nous voudrions croire que c'est le dernier hiver qu'on aura besoin de nous, mais hélas je reste pessimiste sur cette possibilité...» Elle affirmait aussi que l'association se doit de ne pas «installer» les gens dans la pauvreté, qu'elle doit aussi, par exemple, les aider dans leurs démarches pour trouver un emploi, dans leurs problèmes administratifs rendus parfois extrêmement compliqués du fait de leur situation.

Outre la distribution d'aliments, les Restos du Cœur élargissent leurs activités avec les Camions du Cœur qui apportent des repas chauds aux sans-abri, la Péniche du Cœur pour les hébergements d'urgence à Paris, et des Relais-Ateliers qui permettent de retrouver les réflexes du travail (conserverie, couture, jardins, imprimerie...).

De son côté, Jean Tibéri, assailli par une forêt de micros, soulignait le nécessaire partenariat entre la mairie et l'association.

Bretonneau devient donc l'un des cinq centres des Restos du Cœur de la capitale (cent en région parisienne). L'an dernier, 50 millions de paniers-repas ont été distribués, soit une augmentation de 40% par rapport à l'année précédente ! Qu'en sera-t-il cette année ?

Bertrand Combaldieu

- *Hôpital Bretonneau, 2 rue Carpeaux, tous les jours de 9 h 30 à 13 h.*
- *Pour les dons à l'association : Restos du Cœur, 75515 Paris Cedex 15.*

Que va devenir l'hôpital Bretonneau ?

Désaffecté depuis plusieurs années, l'ex-hôpital Bretonneau demeure la propriété de l'Assistance publique de Paris. L'incertitude sur son avenir est maintenant levée : après démolition de la plupart des bâtiments existants, une partie du terrain devrait être utilisée pour un centre de gériatrie (hôpital pour vieillards nécessitant des soins médicaux constants), et sur le reste on construira des logements destinés au personnel de l'Assistance publique. La mairie du 18^e envisage d'organiser, en mars ou en avril prochain probablement, une exposition à la mairie pour présenter les projets aux habitants du quartier et recueillir leurs

avis. Les travaux de démolition commencent vers la fin de l'été.

A l'origine, il était prévu que les démolitions commencent plus tôt ; c'est pourquoi les artistes peintres, sculpteurs, plasticiens, musiciens, etc., à qui on a permis d'occuper provisoirement les lieux en y installant leurs ateliers (une cinquantaine d'ateliers en tout) sous l'égide de l'association «Hôpital Ephémère» avaient annoncé leur départ pour juillet dernier ; le concert donné à Bretonneau lors de la fête de la musique en juin se présentait comme «l'adieu des artistes de l'Hôpital Ephémère au quartier» (*le 18^e du mois n° 9*). Mais les travaux

étant retardés, l'Hôpital Ephémère est resté, au moins jusqu'en septembre 1996. Pour l'Assistance publique, cela évite de voir des squatters occuper les bâtiments en attendant leur démolition.

Le statut de ces ateliers étant désormais de plus en plus provisoire, une partie des artistes ont cherché ailleurs quelque chose de plus stable. Pour les remplacer, l'association donne la priorité à ceux qui ont un besoin non durable : pour la réalisation de projets exceptionnels, notamment d'œuvres de grandes dimensions, pour la préparation d'expositions importantes, etc...

«Montmartre aux artistes», rue Ordener, se mobilise contre la hausse brutale des loyers

Un échangeur de seringues porte des Poissonniers

Depuis quelques mois, se met en place dans Paris un ensemble de distributeurs automatiques de seringues propres, sur des emplacements décidés avec la Ville de Paris, mais à l'initiative et avec le financement de l'association Médecins du Monde (dont le siège est d'ailleurs rue Marcadet, dans le 18^e). Un de ces appareils automatiques vient d'être installé à l'angle du boulevard Ney et de la rue des Poissonniers (au nord du boulevard).

Objectif : la prévention du sida parmi les toxicomanes. Ce groupe de population est en effet l'un des plus touchés par l'épidémie à cause de l'utilisation de seringues contaminées. Une politique incitant les héroïnomanes à utiliser des seringues stériles plutôt que des seringues usagées est donc mise en place. L'appareil délivre un «kit» contenant deux seringues neuves, des tampons alcoolisés et deux préservatifs. Mais il ne le fait qu'en échange d'au moins une seringue usagée (qui sera ensuite détruite par l'association Médecins du Monde) ou, pour certains cas particuliers, d'un jeton spécial qu'on peut se procurer dans divers lieux d'accueil et de soins pour toxicomanes.

L'implantation de ces appareils ne se fait pas sans mal, car les oppositions sont nombreuses : «*Tout le monde en France n'est pas pour la prévention*, déclare le docteur Jean-Pierre Lhomme, responsable de la mission sida-toxicomanie à Médecins du Monde. *J'ai dû et je dois encore mener de dures négociations pour l'installation de nos appareils automatiques.*»

Pourtant les emplacements choisis sont des lieux où il est prouvé que de nombreuses seringues usagées, dont certaines contaminées par le sida, sont jetées et traînent sur le sol. (Porte des Poissonniers, c'est le cas notamment sur les talus du chemin de fer de Petite Ceinture.) C'est à cette situation qu'il s'agit de remédier.

L'installation d'un autre appareil est envisagée non loin du métro Marx Dormoy.

Les artistes du 189 rue Ordener se sont groupés en association pour avoir la possibilité de rester dans cette cité, conçue pour eux, où ils vivent et travaillent, mais où l'OPAC (l'office d'habitations de la Ville de Paris) veut leur imposer des hausses de loyers considérables, insupportables pour beaucoup.

Aux 187-189 rue Ordener se dresse une monumentale façade de briques et de verre qui intrigue les passants. Qu'est-ce ? Ni une école, ni une chapelle, ni une piscine ou un gymnase, ni une administration malgré l'aspect officiel de l'architecture. Au-dessus du grand portail vitré donnant accès au hall d'entrée, on lit en bas-relief : «Montmartre aux artistes».

Les portes se sont ouvertes, en septembre dernier, pour permettre aux habitants du 18^e (et aux amis) de rencontrer les artistes qui habitent cette cité et y travaillent. 184 ateliers sont en effet regroupés là dans trois bâtiments de sept étages, construits au début des années 30. Cet ensemble, unique en Europe, abrite des artistes aux activités multiples : peintres et sculpteurs, graveurs, graphistes, poètes, relieurs, architectes, cinéastes... Les contacts entre différentes expressions artistiques sont ainsi privilégiés. Des passerelles qui longent les ateliers, on a une vue aérée sur Montmartre.

Cette cité, où sont nés certains des artistes qui y vivent actuellement, est gérée depuis 1936 par l'Office d'HLM de la Ville de Paris, puis par l'OPAC qui lui a succédé. Les artistes y paient des loyers modestes, mais beaucoup ont eux-mêmes effectué des travaux de modernisation, installé des salles de bain, rafraîchi ces locaux qui datent d'avant guerre.

Seulement voilà : ces locataires n'étaient pas assez «rentables» aux yeux de ceux qui, à l'OPAC, décidèrent il y a trois ans de lancer des travaux de «réhabilitation»... et d'augmenter les loyers dans des proportions importantes. Les artistes, toutes opinions confondues, ont décidé de se regrouper au



Noël Monier



Catherine Mondou

La façade sur rue et l'intérieur de la cité *Montmartre aux artistes*.

sein de l'ALMA (Association des locataires de Montmartre aux artistes).

Celle-ci a fait remarquer à M. Pérol, alors président de l'OPAC (aujourd'hui poursuivi dans des affaires de fausses factures), que les loyers «loi de 1948» étaient justifiés par l'absence d'entretien de cette cité durant vingt ans. Le dernier ravalement date de 1976, le béton se fissure par endroits, la ferraille gonfle, les verrières sont très vieilles. Les artistes ne contestent donc pas la nécessité des travaux, mais ils ne veulent pas être les victimes de la politique de laisser-aller de l'OPAC qui entraînerait une brutale hausse de loyers, insupportable pour beaucoup, à la faveur d'un programme de réhabilitation («palulo» en jargon administratif) coûteux.

Ils négocient donc en ce moment avec le nouveau président de l'OPAC, M. Laffoucrière, leur droit à vivre et travailler dans cette cité si spécifique, si riche. Ils ont été soutenus par Françoise de Panafieu et Daniel Vaillant, tous deux députés (l'une RPR, l'autre PS) du 18^e. Après une première réunion en septembre dernier avec l'OPAC, ils n'ont obtenu aucune date quant aux travaux de ravalement qui leur sont dûs. Une nouvelle réunion prévue d'abord à la mi-décembre a été reportée sine die.

Ils ont édité des brochures pour permettre aux habitants du 18^e de connaître «Montmartre aux artistes». L'ALMA se dépense sans compter pour obliger l'OPAC à maintenir les artistes sur place avec des loyers décents, dans des locaux assainis.

Jean-Yves Sparfel

Le «mémoire municipal» : des choix pour le 18e pour six ans

Dans quelques semaines, une brochure de quarante pages sera diffusée à 10.000 exemplaires auprès des habitants du 18e. Intitulée «1995-2001, mémoire, contrat pour un nouveau 18e arrondissement», elle constitue le programme d'action de l'équipe municipale élue en juin dernier.

Ce n'est pas un catalogue de promesses, plutôt un instrument de travail, car, comme l'a souvent précisé le nouveau maire, Daniel Vaillant, «les pouvoirs de la mairie d'arrondissement sont limités : elle a pouvoir d'avis et d'impulsion alors que la mairie centrale (l'Hôtel de Ville) et le Conseil de Paris ont pouvoir de décision et d'exécution.»

C'est dire que chacune des orientations de ce mémoire, voté dans un conseil d'arrondissement extraordinaire le 4 décembre dernier, en l'absence volontaire des élus de l'opposition, sera âprement défendue

auprès de la Mairie de Paris, dirigée par M. Tibéri. Car beaucoup d'entre elles supposent d'autres choix budgétaires, d'autres projets, notamment sur l'école, l'urbanisme, les transports, que ceux de la majorité RPR-UDF du Conseil de Paris.

«Cadre de référence proposant des solutions aux problèmes posés», comme il est précisé dans son introduction, ce document est aussi «l'expression d'un dialogue fécond et constructif entre la municipalité, les associations et les habitants des quartiers.» En effet, le «forum associatif des citoyens» qui s'est tenu

le 30 septembre 1995 (cf *Le 18e du mois* n° 12 page 3) a été le point de départ de la rédaction du mémoire.

A partir des propositions des associations

Des habitants des différents quartiers du 18e, représentés par 230 associations de toutes natures, exprimèrent à cette occasion leurs pratiques, leurs opinions, leurs demandes, leurs propositions sur les difficultés quotidiennes, mais aussi sur les projets à mettre en oeuvre pour mieux vivre dans le 18e.

L'équipe municipale les a enregistrées et analysées, quartier par quartier, elle les a regroupées en quinze chapitres avec, pour chaque thème, un état des lieux et des propositions, dans un projet qui a été transmis à 280 associations et qui a servi de support à la réunion du CICA (comité d'initiative et de consultation d'arrondissement, instance prévue par la loi, qui doit réunir périodiquement les associations locales avec les élus) le 23 novembre.

Au cours d'une réunion qui a duré cinq heures, les associations ont formulé leurs critiques, leurs avis sur le texte. Le maire et ses adjoints répondirent à chacun en intégrant (beaucoup) ou en repoussant (assez peu) les amendements, qui concernaient notamment les ZAC Moskova et Riquet-Pajol, la rénovation de la Goutte d'Or, les équipements sportifs, le stationnement des autocars boulevard de Rochechouart, l'aménagement de zones piétonnes et cyclables, la place des handicapés dans la ville, la restauration scolaire, et bien entendu la construction d'écoles et collèges supplémentaires. Le résultat de ces arbitrages est le mémoire dans sa forme actuelle. La mairie d'arrondissement précise toutefois qu'il pourra être revu et corrigé au cours des six ans en fonction des réalités, des nouvelles demandes, mais aussi... des moyens résultant des négociations avec la Ville de Paris.

Information et consultation des citoyens

L'engagement de mieux consulter les citoyens se retrouve dans deux chapitres du mémoire intitulés *L'information des citoyens* et *La vie associative* avec quelques points forts : la création d'un journal municipal



d'informations locales, ouvert au mouvement associatif, la création d'une maison des associations, l'édition d'un annuaire des associations, la création d'antennes de la mairie dans les quartiers, des lieux d'affichage associatif, la mise en place de conseils d'usagers des services publics, et un rôle plus important pour le CICA, qui sera réuni tous les trimestres, doté d'un bureau de représentants associatifs et de moyens nouveaux. La rédaction d'une charte pour formaliser le partenariat entre les associations et la municipalité est en cours. Enfin des clarifications sur les subventions accordées aux associations seront apportées.

Ce souci de donner une place importante aux associations est de toute façon présent dans tous les chapitres du mémoire, notamment dans celui sur la vie culturelle avec la création d'un Office de la culture.

Logement, urbanisme, espaces verts

Autres axes : le logement, l'urbanisme et les espaces verts. Dans un arrondissement ayant la plus forte densité de population, la municipalité propose notamment trois priorités : diversifier l'offre (par la transformation de logements PLI en logements PLA, et celle de bureaux vides en logements sociaux), construire des logements pour les plus démunis (ouverture de deux hôtels sociaux), revoir les modalités d'attribution des logements sociaux dans le sens de la plus grande transparence.

Pour l'urbanisme et les espaces verts, l'avenir de chaque quartier est passé au crible, avec pour principes : la concertation avec les résidents, la lutte contre l'insalubrité, le respect du tissu

SUITE PAGE 6

Le sapin de la mairie : il n'y avait pas que les aiguilles qui piquaient

L'inauguration du sapin de Noël place Jules Joffrin, devant la mairie du 18e, a donné lieu à un festival de «piques» diverses. Traditionnellement, ce sapin est offert par la commune norvégienne de Sandnes dans le cadre d'un jumelage avec Montmartre. Cette année, le conseil municipal de Sandnes avait décidé d'interrompre cette tradition, afin de protester contre les essais nucléaires français. Mais l'association *Paris-Montmartre* a réussi à trouver des citoyens norvégiens qui acceptèrent de se substituer à leur municipalité pour envoyer quand même le sapin. (Voir notre numéro précédent.)

La protestation anti-nucléaire s'exprima cependant durant l'inauguration, le 9 décembre : une quinzaine de militants des Verts, venus avec une banderole, scandèrent «De l'argent pour la Sécu, pas pour les essais», avant d'être refoulés par la police.

Daniel Vaillant, maire du 18e, avait accepté de présider cette inauguration. Les discours qui suivirent furent l'occasion d'un échange de sous-entendus aigres-doux. M. Midani M'Barki, président de *Paris-Montmartre*, après les remerciements de rigueur aux Norvégiens et à la municipalité du 18e, n'oublia pas de saluer également avec insistance «les deux grands absents» Alain Juppé et Roger Chinaud, affichant ainsi des préférences politiques qui ne vont sans doute pas à la municipalité

actuelle. Propos repris dans son style très particulier par Madame le président de la *République de Montmartre*. De son côté, Daniel Vaillant, après s'être poliment



Daniel Vaillant à côté du professeur qui conduisant la délégation de Sandnes. Au premier plan membres d'un groupe de musique populaire norvégienne.

associé à l'hommage rendu à ses prédécesseurs, ne manqua pas de souligner, tout aussi poliment, la sympathie que lui inspire la tradition pacifiste de la Norvège...

Tout cela, bien sûr, avec le sourire. Après quoi on partagea les petits fours et le champagne du buffet.

Thierry Nectoux

SUITE DE LA PAGE 5

urbain, le rattrapage du retard accumulé pour les équipements collectifs et les espaces verts, la création d'ateliers d'urbanisme d'arrondissement.

En résumant beaucoup : la Goutte d'Or devrait être classée en « quartier tranquille » et le square Léon restructuré ; la ZAC Moskova devrait être réorientée en vue de préserver le noyau villageois à partir du bâti sain ; sur Montmartre, l'instauration d'une ZPPAV (zone de protection du patrimoine architectural et urbain, voir *Le 18e du mois* n° 5) s'accompagnerait d'une interdiction de circulation aux autocars ; pour la Chapelle, la relance de la consultation des associations aura lieu pour tenter de fixer de nouvelles priorités à la ZAC ; pour le quartier de la Porte d'Aubervilliers et la cité Charles Hermitte, le désenclavement grâce à une meilleure desserte par le métro et la relance du « contrat de ville » sont les objectifs prioritaires.

Les autres chapitres : vie scolaire, transports, santé, jeunesse, vie sportive, drogue, sécurité, emploi et vie économique, petite enfance, jeunesse, voirie et propreté, comportent pour chacun des orientations novatrices. Retenons, au chapitre « vie scolaire », que le memorandum formule le besoin de construire plusieurs écoles maternelles et élémentaires, un collège d'enseignement public, et qu'il souhaite des moyens accrus dans les « zones d'éducation prioritaires » (ZEP). Au chapitre « transports », très complet, le développement et l'amélioration des transports en commun, la limitation de la circulation automobile, l'instauration de voies piétonnes et de pistes cyclables (le « réseau vert » réclamé par les écologistes) constituent les orientations principales.

La politique d'absence de l'opposition

Pour certains, ce document paraîtra incomplet, pour d'autres trop détaillé dans tel ou tel chapitre ou sur tel ou tel quartier. La municipalité du 18e explique à cet égard qu'elle n'a pas voulu écrire un catalogue exhaustif.

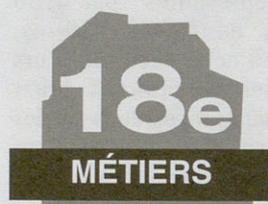
L'ex-maire, Roger Chinaud, pour expliquer son absence au conseil d'arrondissement extraordinaire du 4 décembre où fut voté ce document, qualifiait le memorandum de « bavardage écrit », ajoutant que l'opposition dans le 18e ne s'associerait pas à la « démarche » de la nouvelle majorité municipale. Cette politique de la chaise vide pourrait choquer les milieux associatifs qui ont participé à l'élaboration de ce memorandum et qui attendent certainement sa mise en application.

Jean-Yves Sparfel

Dan Aucamie



Michel Jamet et ses ouvriers sont spécialistes notamment de la marqueterie ancienne.



Rue des Cloÿs, du Louis XIV en restauration au fond de la cour

Rue des Cloÿs, numéro 43 : un porche comme les autres, un passage entre les immeubles s'ouvrant au fond sur une cour pavée et un petit pavillon de deux étages enguirlandé de vigne vierge. Un coin de campagne en plein Paris. Vous êtes devant l'*Ebénisterie d'art Cloÿs*, où Michel Jamet et ses six compagnons restaurent de précieux meubles anciens, propriétés de riches collectionneurs privés mais aussi de musées, de châteaux, de monuments historiques. Givenchy et le comte de Vogüé (propriétaire du château de Vaux-le-Vicomte) sont clients, et aussi le musée d'Orsay, le Petit Palais, les Arts décoratifs, les ministères de la Marine et de la Justice, Bagatelle, les châteaux de Sceaux, Versailles, Compiègne, Chambord, Azay-le-Rideau... et jusqu'au musée Jean-Paul Getty de Los Angeles.

Michel Jamet, 46 ans, y est installé depuis 1977, ayant repris l'atelier à un autre ébéniste. (Auparavant, ce fut une imprimerie et avant encore, une pâtisserie. Dans la cave il y a encore les tables de marbre où refroidissaient les gâteaux.)

Loin de la rumeur de la rue, mais séparé seulement par un mur de l'école maternelle neuve du 41, Michel Jamet se souvient de l'époque où il débarqua rue des Cloÿs : « Ce n'était que jardinets et petits ateliers, tout le monde se connaissait. Il y avait la mère Juju, la miroitière, et puis les usines automobiles Léon Serpollet à la place du square du même nom, un ancien lavoir désaffecté... dix entreprises au moins et plus de cinquante artisans. »

Tout ce petit monde a disparu. Reste l'ébénisterie, toujours égale à elle-

même, où le temps semble arrêté. « Nous travaillons lentement, patiemment, précautionneusement, tout à la main, comme au XVIIe et au XVIIIe siècle », raconte Michel Jamet, choisissant soigneusement des bois de même nature et de même âge que ceux qu'il a à remplacer sur les meubles, réchauffant au bain-marie sa colle, mélange d'os et de nerfs d'animaux en poudre, celle même à l'identique qu'utilisaient les ébénistes d'antan.

Dans l'atelier, pêle-mêle : des sièges, des consoles, des armoires et des secrétaires, démontés, une corniche par ci, une porte par là, à tous les stades de la restauration.

Au fond, en pièces détachées, toute la salle à manger dessinée par Hector Guimard (l'architecte des entrées de métro « modern style »), propriété maintenant du Petit Palais. Près de la porte, un grand cartel Boulle, un des quatre ou cinq connus dans le monde, dont on restaure la marqueterie. L'ébénisterie de la rue des Cloÿs est d'ailleurs spécialisée dans cet art, que ce soit la marqueterie bois sur bois ou la « marqueterie Boulle » (inventée par André-Charles Boulle, l'ébéniste de Louis XIV), incrustations de métal sur fond d'écaïlle de tortue. « Il y a quinze ans, personne ne voulait restaurer le mobilier Boulle : trop long, trop

fastidieux. Alors je m'y suis mis, à contre-courant des autres. Maintenant Boulle est à la mode, mais j'en reste un des spécialistes reconnus », déclare Michel Jamet.

150 à 200 heures de travail en moyenne sur un meuble - et jusqu'à 1.800 heures pour une grande armoire toute en marqueterie, qui trône au château de Versailles -, l'atelier ne compte pas son temps ni sa peine : Michel Jamet, sa femme qui assure la comptabilité, et les compagnons Pierre, Alain, Christian, Florent (qui habite sur place, dans l'appartement du premier étage du pavillon), et Vincent le plus jeune, depuis trois ans seulement à l'œuvre rue des Cloÿs.

Tous apprécient de travailler à l'ancienne : « Ici la qualité prime sur le rendement, c'est agréable de travailler comme ça, en toute tranquillité, en y mettant toute sa patience jusqu'à la perfection », commente Vincent.

Bonne ambiance aussi - « Le patron est formidable », dit Florent - et souvent les compagnons oublient qu'il est 17 h et que l'atelier ferme. On travaille en famille, et quand viennent les beaux jours, à midi, on se retrouve tous ensemble au soleil dans la petite cour autour du barbecue.

M.P.L.

TELE INTER SERVICE

Un artisan à votre disposition

Dépannage rapide à domicile

TV COULEUR - MAGNETOSCOPE

26, rue Duhesme, 75018 Paris - Tél. 42 55 58 19

Elle court, elle court, la ZAC Pajol

Suite du feuilleton «ZAC Pajol» : le projet est à l'ordre du jour le 9 janvier du conseil d'arrondissement. La municipalité de Paris n'a pas donné pour le moment d'indications permettant de penser qu'elle va modifier ses plans.

Du côté de la Chapelle, la rue Riquet est sauvée (voir *le 18e du mois* n° 13), et les travaux de remise en état ont déjà commencé sur les logements qui avaient été préemptés. Mais le projet de ZAC Pajol, lui, court toujours. En toute légalité selon les uns : les réserves émises par le commissaire enquêteur seront levées, affirme l'Hôtel de Ville, et le dossier est bouclé. Pas sûr, répondent les associations d'habitants, qui estiment que la procédure est entachée d'irrégularité et qui ont saisi à ce sujet le préfet. En effet, le délai de trois mois imposé par la loi à la municipalité de Paris pour faire voter le projet est largement dépassé.

Logements sociaux et besoins sociaux

Quoi qu'il en soit, la machine est lancée. Au nom de quoi faudrait-il l'arrêter ? Ah oui, la con-cer-ta-tion... Mais le 5 décembre, les habitants ont été invités par Daniel Vaillant, maire du 18e, à venir dialoguer avec les auteurs du projet (DAU, APUR), cela ne suffit pas ? Malgré le froid et les grèves, plus de cent personnes se sont déplacées. Par ailleurs, le maire de Paris a promis pour l'an prochain un «audit socio-urbain» sur le quartier. Tout va bien, donc ?

Non, justement, ça ne va pas, et tout un quartier continue à refuser obstinément cette ZAC. Deux logiques s'affrontent et il ne suffit pas de se réunir pour concerter. Un exemple, le logement social. Les représentants de la Ville parlent des PLI et PLA, respectivement 20 % et 40 % des logements prévus dans le programme Pajol. Les habitants sont-ils donc si égoïstes pour ne pas accepter les

logements sociaux de la ville ?

Peut-être pas. D'abord, dans la situation actuelle, les PLI (programmes locatifs intermédiaires) sont-ils réellement des logements sociaux ? Il faut savoir que des centaines de logements PLI à Paris restent inoccupés en raison de leur loyer trop élevé, proche du prix du marché libre (65 F le mètre carré). Certains sont même en passe d'être reclassés en PLA (programmes locatifs aidés) afin de faire face aux besoins de la capitale. Il ne semble donc pas que les appartements de la ZAC Pajol résoudre le problème du logement pour les familles à revenus modestes, dans un arrondissement où on compte 6.000 demandes.

Et surtout, les habitants refusent de réduire le développement du quartier au logement social. Ils font valoir l'augmentation de la population depuis cinq ans (+ 20 %), ils rappellent aussi la construction de quelque 400 logements, en dehors de la ZAC Pajol, livrables sous un an dans le quartier. Les écoles surchargées, le manque d'espaces verts, le déficit général en équipements publics (sportifs, culturels...), les difficultés des commerçants, les problèmes liés à la toxicomanie, tout cela doit être traité avant d'envisager quoi que ce soit d'autre.

«Préparer en commun»

En fait, les habitants rêvent. Ils rêvent qu'on les écoute, qu'on les entende, qu'on cesse de leur répondre que le dossier est bouclé et qu'ils n'ont rien à dire.

Ils rêvent que le mot «concertation» prenne tout son sens de «préparer en

commun». Et ils commencent à le faire entre eux. L'association La Chapelle a organisé une exposition au marché de l'Olive sur le thème «Un projet pour le quartier», 700 personnes environ l'ont visitée en une semaine ; l'association présente un schéma d'orientation, établi après de longs débats, intégrant le terrain SNCF qui doit devenir la ZAC dans une analyse globale du quartier, tenant compte également des autres emprises libérables à court ou à moyen terme.

Pas d'autre projet ?

La SNCF, interrogée, a répondu en la personne de Jean-Pierre Pronost qu'il n'y a pas pour l'instant d'autres projets d'urbanisme sur les terrains qu'elle possède dans le quartier. Les habitants ont du mal à le croire. Ils ont entendu parler de projets que l'APUR élaborerait en secret, et qu'on pourrait voir sortir un jour, tout ficelés.

Pour beaucoup d'habitants de la Chapelle, cette ZAC est une bombe à retardement et le quartier n'y survivrait pas. Ce qu'une habitante exprimait en un cri du cœur imagé à la réunion publique du 5 décembre : «Ça va vous péter à la figure.»

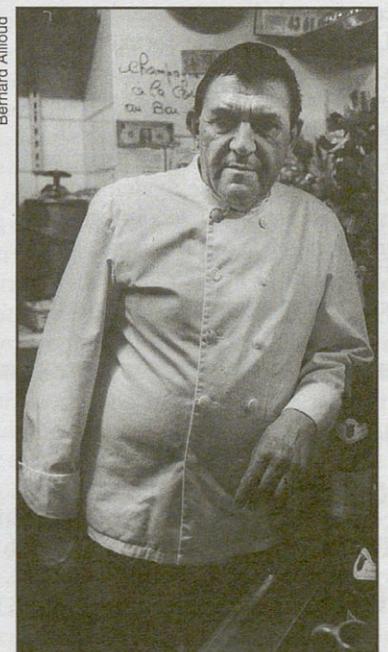
Comment l'affaire va-t-elle sortir de l'impasse ? Pour l'instant, les associations d'habitants attendent la réponse de la préfecture sur le point de droit qu'elles ont soulevé. L'examen du projet de ZAC Pajol, repoussé de l'ordre du jour des conseils d'arrondissement de novembre et décembre, est inscrit pour le 9 janvier. L'association La Chapelle a été reçue le 19 décembre à l'Hôtel de Ville par deux membres du cabinet de Jean Tibéri, qui ont écouté attentivement pendant deux heures et demi mais n'ont donné aucune réponse. Ils transmettront au maire, ont-ils dit.

C. Herminie

La soupe gratuite du restaurateur de la Fontaine du But

A 54 ans, Jean-Claude Arnaud, après bien des galères, a ouvert en avril 1995 un petit restaurant, de bonne qualité, *le Périgord*. Il y sert d'excellents confits, magret, foie gras, charcuterie, une superbe entrecôte aux morilles, et des menus du midi et du soir (jusqu'en février). Mais cet hiver, sa spécialité c'est la soupe périgourdine qu'il offre gratuitement entre 18 h et 19 h tous les jours. Pas à n'importe qui bien sûr : il remplit ainsi de vingt à cinquante barquettes à emporter par les SDF, les vendeurs de journaux de rue (notamment ceux qui travaillent devant le Champion de la rue Marcadet), parfois des personnes âgées à faibles revenus, des RMistes, des solitaires, heureux de ce beau geste.

La soupe périgourdine comprend viandes et légumes. «Ainsi, m'a dit Jean-Claude Arnaud, le *Point frais* de la rue Lamarck m'apporte des légumes, et un grossiste en viande de Sarcelles, Christian Fontaine, a offert 50 kilos de viande.» La solidarité s'élargit ainsi à d'autres commerçants dans ce petit coin sous le métro Lamarck-Caulaincourt. Ce n'est pas les Restos du Cœur, juste un petit coup de générosité, comme ça ! Le patron du *Périgord* n'a pas oublié qu'il a



connu trois années de chômage et la maladie avant de redevenir le cuisinier d'aujourd'hui.

Il nous a communiqué, pour notre rubrique «recettes de cuisine» (voir page 18), la recette du «chausson mussidanais», issue de son village de Dordogne, Mussidan, dont il a conservé l'accent chaleureux.

J.-Y. R.

• *Le Périgord*, 10 rue de la Fontaine au But.

LOCATION DE SALLES

(expositions, conférences, réunions, réceptions...)

SOCIÉTÉ L'INDÉPENDANCE

48, rue Duhesme

75018 Paris

tél/fax (1) 42 57 30 07

**Renseignements et visites
du lundi au vendredi de 10h à 19h**

Ouvert le week-end
pour toutes manifestations

Une association du 18e au secours des victimes de catastrophes

L'AUI (Action d'urgence internationale), association loi 1901 créée en 1977, intervient pour soutenir des citoyens de pays étrangers, mais également de France, lorsque des catastrophes naturelles se produisent (inondations, séismes, cyclones, etc.).

Les intervenants sont des citoyens français, volontaires bénévoles pour la plupart, dont l'objectif concret est de reconstruire les habitations en partenariat avec des associations ou des organisations locales. Ensemble, ils aménagent des abris et les bâtissent de manière préventive, afin que ces habitations soient désormais moins vulnérables, face aux menaces de nouvelles catastrophes naturelles.

L'association est intervenue déjà au Mexique, au Guatemala, Salvador, Nicaragua, en Colombie, Chili, République Dominicaine, Italie (Sicile), Espagne, Algérie, Tunisie, Egypte, Iran, Grèce, Bangla-Desh, en ex-Yougoslavie, en Ukraine, à Madagascar, et aussi en France, à la Guadeloupe, à la Réunion...

Après la catastrophe, les volontaires prolongent leur mission en réalisant, avec la population sinistrée, des projets à long terme, durables, qui nécessitent de leur part un suivi.

L'information et la formation aux techniques nouvelles, la recherche de nouveaux partenaires sont un souci constant pour les bénévoles d'AUI.

La bonne volonté ne suffisant pas, cette ONG organise également des stages, initiation au secourisme et à l'intervention de reconstruction.

C'est lors d'un de ces stages de formation que j'ai appris à connaître

Pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles, l'AUI (Action d'urgence internationale), association dont le siège est dans le 18e, a sa méthode : reconstruire, mais en respectant les coutumes des populations locales, les sites d'implantation originels et les matériaux traditionnels.



Des volontaires d'Action urgence internationale déblaient des décombres après un tremblement de terre.

vraiment cette association, en participant cet été dans les Hautes-Alpes à la construction d'un pont avec des matériaux issus du milieu naturel environnant.

Les interventions d'urgence d'ONG,

telles qu'on les voit présentées dans les médias, comportent des risques évidents d'assistanat, ingérences politiques néocolonialistes, etc... C'est tout autre chose que j'ai connu en pratique avec l'AUI.

La différence est là : sur tous les lieux où ils interviennent, les volontaires respectent, eux, la culture, la religion, les us et coutumes (alimentaires, vestimentaires et autres), et les logiques du social spécifiques à chaque contexte. En résumé, ce n'est pas une aide « parachutée » de l'extérieur, mais un « accompagnement » de la population concernée.

Ainsi, un membre de l'association *Le Gabion* à Embrun, toujours dans les Hautes-Alpes, disait : «Lors d'un tremblement de terre, souvent, les constructions bâties à l'ancienne, selon des techniques et avec des matériaux traditionnels, résistent mieux à la destruction et parfois tiennent debout, tandis que les constructions en béton armé s'écroulent sur les habitants.» Cette remarque donne à réfléchir sur les constructions modernes et le choix du site d'implantation...

D'ailleurs, dans bien des catastrophes récentes, qui concernent par exemple la France, la nature nous a donné de cruelles leçons : à Vaison-la-Romaine, les maisons en préfabriqué n'ont pas résisté longtemps.

Tout cela n'arrive pas qu'aux autres. Montmartre et notre 18e arrondissement n'exigent-ils pas quelques précautions de la part des promoteurs et la vigilance des habitants, compte tenu de l'histoire souterraine des carrières de la Butte et de ses environs?

Abdelhak Briki

AUI, 10, rue Félix-Ziem, tél. 42.64.75.88, fax 42.54.00.13.

Défense de vendre des boissons alcoolisées chez les épiciers ouverts le soir

«*Lettre ouverte- pétition de clients du commerce de proximité parisien*» : sous cet intitulé, une pétition signée jusqu'à présent par un millier de personnes, essentiellement dans le 18e, a été transmise au préfet de police, pour le convaincre de revenir sur un arrêté qui a provoqué la colère de nombreux petits commerçants. Par ce texte paru au *Bulletin municipal officiel* du 31 octobre dernier, «la vente à emporter de boissons alcoolisées du 2e au 5e groupes est interdite de 21 h à 7 h

dans le périmètre suivant : secteur délimité par les boulevards de la Chapelle, Barbès, les rues Ordener, Riquet et d'Aubervilliers ; rue de la Chapelle ; totalité du boulevard Ney ; avenue de Saint-Ouen ; avenue de Clichy...»

Des arrêtés semblables avaient déjà été pris auparavant pour le quartier des Halles, puis pour certaines voies du Quartier Latin, du 12e et du 10e. Mais cette fois la réaction a été vive. Ces arrêtés touchent en effet de nombreux petits commerces d'alimentation, notamment ceux qu'on appelle «le petit épicier arabe du coin», qui en restant ouverts tard le soir rendent service à la population, mais qui vont perdre ainsi une partie sensible de leurs revenus et dont certains risquent, de ce fait, de fermer. Le Syndicat de l'épicerie française a

protesté et une pétition a été lancée parmi les clients.

Il y a des arguments des deux côtés. Devant la délégation qu'il a reçue le 29 novembre, le préfet de police a invoqué le tapage nocturne (par exemple, dans plusieurs quartiers, des riverains se plaignent du bruit fait par des personnes stationnant tard dans la rue en buvant de la bière), la saleté créée par des ivrognes, etc... Les auteurs de la pétition reconnaissent qu'il y a un problème : «Nous comprenons et partageons votre souhait de garantir la tranquillité des habitants.» Mais ils pensent que, pour combattre un mal, l'arrêté en crée un autre : «Nous ne sommes pas une minorité de marginaux enclins à boire au coin des rues. Travailleurs quittant tard nos entreprises, clients faisant nos courses après une activité

sportive ou culturelle en début de soirée, personnes ayant oublié d'acheter certains articles dans la journée, personnes invitées à dîner chez des amis et préférant ne pas arriver les mains vides, citoyens n'ayant pas forcément le goût ou les moyens de passer la soirée dans des bars plutôt que chez eux (l'arrêté ne concerne pas les bars et cafés), nous considérons l'ouverture nocturne des magasins de proximité comme un service nécessaire.»

Jusqu'à présent, non seulement le préfet de police n'a pas cédé, mais il vient de prendre un nouvel arrêté du même type concernant le 9e arrondissement.

• On peut se procurer le texte complet de la pétition au Centre social interculturel, 28 rue de Laghouat, 75018 Paris.



LES GREVES DANS LE 18e

DU MOIS

Pour les habitants du 18e, comme partout, la période des grèves - du 24 novembre (les trains s'arrêtent) au 18 décembre - a été une longue et froide période de marche à pied, ou de vélo, de gênes diverses et de fatigue physique grandissante, sans pourtant que s'exprime une hostilité massive et ouverte envers les grévistes : chacun a pu constater que, même s'ils souhaitaient la fin des perturbations, la majorité des gens comprenaient les motifs de la grève. Nous faisons le point sur la façon dont les habitants de notre arrondissement ont fait face. Mais surtout, nous avons voulu savoir comment la grève était vécue chez les salariés de la SNCF, de la RATP, de la Poste, de l'Education nationale qui travaillent dans notre arrondissement.

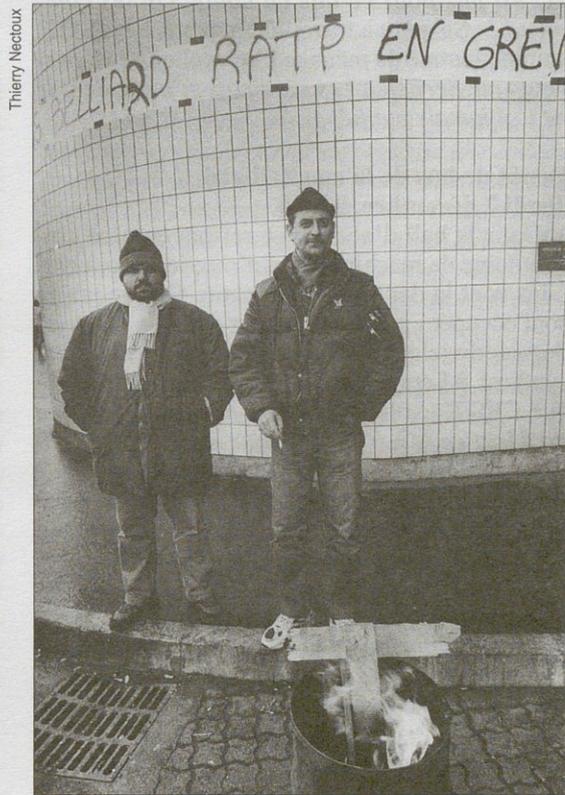
Tous les secteurs qui se sont trouvés en action sont représentés dans le 18e : cheminots au dépôt Pajol-Villette, conducteurs de bus et mécaniciens de la RATP, postiers au bureau central de la rue Duc et dans trois centres de tri (le Landy, l'Evangile, la Chapelle), enseignants, sans oublier les étudiants de la fac de Clignancourt. Et dans le 18e, plus que dans les autres arrondissements, cette période a vu se nouer des contacts interprofessionnels multiples, des coordinations, non pas dans le cadre d'une seule organisation syndicale, mais entre des organisations syndicales diverses, et aussi avec des habitants et des associations. En ont témoigné l'assemblée de la salle de l'Indépendance le 11 décembre et le départ en groupe de toutes les professions du 18e pour la manifestation du lendemain. Certains cherchent à prolonger ces contacts. L'avenir dira ce qu'il en adviendra.

RATP : «Le patron, c'est nous jusqu'à nouvel ordre»

Atelier central de la RATP, rue Championnet.
Mercredi 6 décembre, 10 h 30.

Encadré de deux drapeaux tricolores, un drapeau rouge pend sur le fronton de l'atelier central. «Juppé=Maas-riche», annonce ironiquement un slogan. Passé le sas d'entrée, on tombe sur le piquet de grève : une dizaine d'agents de la RATP rassemblés autour d'un brasero. Bernard Capron, écharpe rouge et toque de fourrure grise, ouvrier à l'atelier central, responsable communiste et délégué CGT (syndicat majoritaire), enfant des rues populaires du 18e, explique, enthousiaste, que «tous les syndicats sont sur une ligne unitaire. Secteur par secteur, chaque matin, en assemblée générale, la reconduction de la grève et les modalités d'action sont votées à mains levées.»

L'ampleur du mouvement ? «La mobilisation me paraît plus forte encore, chez nous, qu'en 68. Mais les bases de lutte ne sont pas les mêmes. Il y a un ras-le-bol profond, dû à une convergence d'incertitudes. Le pouvoir veut démanteler le service public et casser l'outil de travail. Ici par exemple, ils veulent fermer la chaufferie, ça supprimera encore quinze emplois. Depuis longtemps la direction veut démanteler ce site, un noyau dur de résistance, En 1981, on a déjà fait une grève de la faim avec occupation du site pour le maintien de l'atelier. En tout cas, dit-il, les comités anti-grève que le RPR voulait créer ont capoté dans le 18e.»



Piquet de grève au dépôt des bus rue Belliard

11 heures.— Traversée d'un immense atelier. Perdu dans les allées désertes, un non gréviste est à son poste. «J'ai pas le choix, pour des raisons financières, comment veux-tu que je fasse si je perds des jours de salaire ?», explique-t-il. «On s'arrangera, on ne lâchera personne, on s'aidera, répond le délégué. De toute façon on va gagner. Ils ne seront plus aussi arrogants qu'avant !» Emile aussi est à son poste. Il a été embauché par une boîte d'intérim, en contrat à durée déterminée. Commentaire amer de Bernard : «Ça coûte plus cher à la boîte mais le personnel est plus flexible. Ils peuvent le virer quand ils veulent. Il faut savoir qu'il y a 1 200 CES à la RATP.»

Détour par l'atelier de chaudronnerie, aux activités déclinantes. «Ils veulent aussi le liquider et ils font faire le boulot en sous-traitance, à l'extérieur. C'est ça les principes de l'Europe de Maastricht», explique Bernard avant que ne s'interpose un agent de maîtrise : «Les journalistes n'ont pas le droit de circuler ici.» Le ton monte entre le leader CGT et l'agent de maîtrise. «Ne nous fais pas chier. Le patron, c'est nous jusqu'à nouvel ordre», lance Bernard, excédé. Retour vers le piquet de grève. Mais Philippe Goudinou, responsable des ateliers, vient à notre rencontre. Courtois, un rien déférent, il déclare cependant à Bernard qu'il ne doit pas court-circuiter la direction. Le syndicaliste ne se démonte pas : «La direction, ce sont les grévistes tant qu'ils occupent les locaux !»

12 h 30.— Agents de maîtrise et cadres non-grévistes, dont «le patron», passent à côté du piquet de grève pour aller manger au restaurant, tandis que les gars grignotent un sandwich-merguez. Silence tendu et gêné. Les grévistes ont des

Chez les étudiants de Clignancourt

Lundi 27 novembre, 10 h.

Devant la fac de Clignancourt, rue Francis de Croisset, l'UNEF a installé un stand. Les étudiants en passant jettent un coup d'œil, certains s'arrêtent, discutent. La fac est en grève, en principe, depuis le mardi précédent, jour d'une grande manif : une AG (assemblée générale) ce jour-là l'a décidé, et depuis, la grève est reconduite chaque jour par vote. Mais beaucoup d'étudiants continuent à travailler.

«Sur les 6 000 inscrits et 2 000 environ qui chaque jour en temps normal sont présents, les AG mobilisent 500, 600 participants», explique un militant. «Ça ne veut pas dire que les autres sont hostiles : le malaise qui a provoqué ce mouvement est général. Les moyens pour étudier sont ressentis comme insuffisants.»

Paris-4, dont le siège est à la Sorbonne et dont la fac de Clignancourt est une annexe (accueillant les étudiants de premier cycle de langues, d'histoire, de musicologie) ne compte pas parmi les universités les plus mal loties de France, loin de là. Cependant, il y a là aussi des revendications à faire valoir : nombre d'élèves trop important dans les

travaux dirigés, autrement dit besoin d'enseignants supplémentaires, insuffisance de personnel administratif, qui oblige les étudiants à faire des queues parfois longues pour chaque démarche... C'est surtout à Clignancourt (8.363 m2 de planchers pour environ 6.000 étudiants, mais les étudiants ne sont jamais là tous ensemble) que ces problèmes se posent.

«Les profs sont plutôt favorables à notre mouvement, il y en a qui libèrent les étudiants à l'heure des AG pour qu'ils puissent y participer, mais aucun n'est venu aux AG, même en spectateur.»

Le président de Paris-4 a annoncé sa venue pour rencontrer les grévistes. Ceux-ci ont eu aussi des contacts avec des postiers, chez qui la grève est en train de démarrer.

Finalement, en raison des grèves de transports, le président de Paris-4 a fermé la fac à partir du 28 novembre. Le 3 décembre, le ministre de l'Education a annoncé un plan et des crédits qui répondaient en grande partie aux revendications, et a ainsi désamorcé le conflit. Les cours ont repris le 19 décembre ...

visages fatigués et graves. «La direction paye aux cadres des stages à St-Raphaël, pour les acheter. Nous on trime !» lâche l'un d'eux.

13 heures.— Détour par une boulangerie de la rue Championnet, tenue par Ahmed Belkasmî qui offre gracieusement des baguettes aux grévistes. «C'est pas pour ce que ça coûte. On les comprend !» Sa mère a travaillé vingt ans à la RATP, comme femme de ménage Elle explique : «Ils ont voulu me licencier. Les syndicats m'ont aidée. Je ne l'ai jamais oublié».

Dépôt de bus de la rue Belliard. Jeudi 7 décembre. 9 h 30.

Dans le hall d'accueil se retrouvent une cinquantaine de machinistes et d'ouvriers, dont certains sont là depuis 4 h du matin. Quatre tables sont occupées par des amateurs de tarot. Le stand des sandwiches ne désemplit pas. Dans le local syndical, à l'étage, M. Tournois, machiniste, délégué CFDT, explique : «Nous avons eu ce matin un débat en AG, à 7 h 30, pour savoir si les non-grévistes, un peu moins d'un tiers, ont le droit de voter ou non sur le maintien de la fermeture des portes du dépôt.» Le plan Juppé ? «Chacun a conscience de la nécessité de réformer le système de protection sociale, y compris à la CGT. Le problème avec ce plan, c'est qu'il n'y a eu aucune concertation préalable. Il y a pourtant quelques bonnes choses dedans. La responsabilisation du Parlement va dans le bon sens.»

10 h 15.— Aïcham Aouchi, syndiqué CGT, annonce les résultats du vote, sans surprise : grève reconduite, grilles maintenues fermées, les non-grévistes n'ont pas voix au chapitre. Dans le local syndical, une discussion s'engage à bâtons rompus sur la pertinence des réformes Juppé. Puis les propos s'élargissent ; l'union sacrée se fait pour dénoncer le capitalisme impitoyable, la perversité d'un système qui monte les citoyens les uns contre les autres, les travailleurs du privé contre ceux du public, le conditionnement qui fait de nous des consommateurs abêtis. Chacun se félicite de la convivialité et de la solidarité retrouvées grâce à la grève.

11 heures.— Le hall d'entrée est bruisant d'ambiance joyeuse. Mais devant un café, Marc, machiniste CFDT, explique que l'avenir fait peur : «On se bat pour nos enfants. Que deviendront-ils ? Auront-ils la possibilité de travailler ici ?»

Mardi 19 décembre.— Le dépôt de Belliard a décidé en assemblée générale, par 79 voix contre 42, de reprendre le lendemain. «Les grévistes ont festoyé pour conjurer le fond d'amertume, car autant il est difficile d'entrer dans une grève, autant il est dur d'en sortir. Les rangs se sont resserrés entre nous. D'ores et déjà c'est un acquis de ce mouvement», explique Jean-Pierre Patin, machiniste délégué CGT. Ce jour-là, 60% des bus ont roulé.

Ce même jour, les grévistes des ateliers de Championnet ont repris le travail, en maintenant toutefois jusqu'au jeudi 21, jour du sommet social, une grève perlée de trois heures. La veille ils avaient offert l'apéritif à tout le personnel. Ils estiment que leurs revendications sur les effectifs, les conditions de travail, les salaires et le respect du personnel («non aux brigades !») n'ont pas été entendues.

DOSSIER

Instituteurs : la grève est partie de l'école Jean-François Lépine



Une assemblée générale des instituteurs du 18e

La grève des instituteurs est partie comme une traînée de poudre ! Le jeudi 30 novembre, alors que trains, métros et bus sont à l'arrêt depuis trois jours, les instituteurs de l'école élémentaire Jean-François Lépine décident à l'unanimité de se mettre en grève.

En une après-midi ils font le tour des 60 écoles (élémentaires et maternelles) de l'arrondissement pour convaincre leurs collègues du bien-fondé de la grève et les convoquer à une assemblée le lendemain. Ils y invitent également des cheminots de la gare du Nord. 120 instituteurs (syndiqués et non syndiqués), de 24 écoles, assistent à l'AG du 1er décembre, au cours de laquelle est votée une grève reconductible à partir du lundi 4 décembre.

Les syndicats réagissent diversement. Le SGEN-CFDT 75 dépose un préavis le 29 novembre. Le SNUDI-FO également. Le SNUipp, appartenant à la puissante FSU, traîne un peu les pieds. Poussé par la base, il finit par appeler à la grève à partir du 4 décembre. «Les syndicats ont eu une attitude ambiguë, explique Annie, institutrice à J.F. Lépine. Ils nous ont dit : "Nous ne sommes pas contre le fait que vous vous mettiez en grève, mais nous ne voulons pas aller trop vite." Ils avaient dans l'idée de créer un temps fort le 7 décembre. C'était faire une très mauvaise évaluation du terrain...» Le SE-FEN se joint le dernier au mouvement.

Dès lors, le mouvement ira crescendo : le 4 décembre, 150 instituteurs sur les 600 de l'arrondissement arrêteront le travail et 5 écoles sont fermées ; mardi 5, ils sont 200 grévistes et 8 écoles sont fermées ; jeudi 7, 500 grévistes et 30 écoles fermées...

L'école J.F. Lépine se transforme en QG de grève. Une AG s'y tient chaque matin. Dès la première, le retrait du plan Juppé s'impose comme le principal mot d'ordre, le préalable à toute négociation. Les arguments fusent : «Le déficit est fabriqué par l'Etat qui doit 90 milliards à la Sécurité», «Le plan Juppé va prélever en deux ans 103 milliards

sur nos salaires et 7,5 milliards sur les revenus financiers. Cette injustice est inacceptable». Une intervention est applaudie : «Ça fait des années que nous avons arrêté de lutter. Les politiques en ont profité pour supprimer les acquis que nous avions gagnés de haute lutte.»

Les journées s'organisent. Et elles ne sont pas de tout repos ! De 9 à 11 h, les instituteurs se répartissent dans différents ateliers de travail : celui des «contacts interprofessionnels» se charge d'établir des passerelles avec les autres secteurs en grève (cheminots, RATP, postiers) ; «la presse» rédige tous les jours un communiqué envoyé à l'AFP et aux rédactions ; l'atelier de «réflexion» analyse le plan Juppé, dégage un argumentaire ; celui des «relations avec les parents» écrit des tracts explicatifs, organise des distributions sur les marchés. A 11 h, à l'AG, chaque atelier rend compte de son action, puis, à l'issue d'un débat, la reconduction de la grève est votée. Dans l'après-midi, les grévistes se rendent dans les écoles encore ouvertes pour les informer. A 18 h, dans chaque établissement, a lieu un point d'information avec les parents.

Un cortège interprofessionnel pour la manif du 12 décembre

Dans cette fièvre, le mouvement s'élargit. Des liens se tissent entre les différents secteurs en grève et avec des associations, telles que le Collectif de vigilance, AC (Agir contre le chômage), le 18e parallèle... L'idée d'une réunion publique interprofessionnelle avec la population s'impose. Elle est décidée pour le 11 décembre à la salle de l'Indépendance, rue Duhesme. Les samedi 9 et dimanche 10, les instituteurs accompagnés de quelques parents distribueront sur une dizaine de marchés de l'arrondissement un «Appel à la population».

Près de 200 personnes sont présentes à cette réunion. Sous les applaudissements, des représentants de tous les secteurs en grève racontent leur

lutte et réaffirmant que le premier mot d'ordre reste le retrait du plan Juppé. Se succèdent : les instituteurs, la RATP (des ateliers de Championnet et du dépôt de bus Belliard), les postiers du Landy et de la rue Duc, des cheminots de la Sernam (site de la rue de la Chapelle) et de la gare du Nord, un syndiqué d'Alstom à Saint-Ouen, des étudiants, une vacataire de l'enseignement supérieur, un fonctionnaire de la Direction départementale du travail, un représentant des IATOSS (personnels non enseignants de l'Education nationale), un employé de la Caisse nationale d'assurance maladie, une SDF, etc. Cette démarche interprofessionnelle se prolonge le lendemain, rue Pajol, avec un départ commun à la manifestation. Avec sifflets, tambours, banderoles, près de 600 personnes se rendent en cortège à la République.

A l'AG du lendemain quelqu'un fait remarquer que la grève des instituteurs est peu citée dans la presse. La possibilité de faire une action «coup d'éclat» pour attirer l'attention est évoquée. Mais un malaise se fait jour. «Le sentiment dans notre école maternelle, dit Daniel, est qu'on ne pourra pas tenir plus longtemps. On voudrait reprendre notre souffle.» Martine rétorque : «Le rapport de force est en train de pencher du bon côté. Ce n'est pas le moment de s'arrêter. Une perte de souffle sera exploitée par le gouvernement.»

Bien que la mobilisation décroisse lentement, l'opération «coup d'éclat» est organisée dans le plus grand secret pour le 15 décembre. Un rendez-vous est donné aux journalistes. 150 instituteurs essayent d'occuper la Bourse de Paris. Ils n'y réussissent pas et restent sur les marches, scandant des slogans tels que : «la Bourse ou la vie, on a choisi». *L'Humanité* sera le seul quotidien à rendre compte de cette action.

Mais à l'AG du matin, une majorité d'instituteurs a exprimé le désir de suspendre la grève : «Ce qui me pose un problème, dit Leila, c'est que les instituteurs des beaux quartiers ne se mettent jamais en grève. Moi, mes élèves me manquent.» Gilles fait valoir qu'il «n'est pas souhaitable de laisser s'effilocheur un mouvement». Pierre propose d'attendre la manifestation du samedi. Une AG est décidée pour dimanche.

Lundi matin, à la porte de l'école Doudeauville, une affiche indique : «La grève est suspendue, mais d'autres actions sont à prévoir».

Postiers : «La mise en cause du service public»

Mercredi 13 décembre, 6 h 30, à la Poste centrale du 18e, rue Duc

L'assemblée générale se tient à 6 h 30 dans la salle de tri des facteurs. Debout sur la grande table, le secrétaire de la section CGT ouvre le feu. Il exalte le succès des manifestations de la veille. Il ne parle pas des objectifs de la grève : tout a été largement débattu depuis une semaine. Devant leurs casiers, les facteurs écoutent en silence.

Le responsable CFDT prend la relève : «Le gouvernement invoque l'intérêt de la France. C'est quoi ? Je vois quel est l'intérêt des salariés, et quel est l'intérêt du patronat et des spéculateurs. Ce sont des intérêts contradictoires... On nous rabâche que la lutte des classes est dépassée, mais je la constate tous les jours quand je vois les attaques portées contre les salariés.» Il appelle à poursuivre la grève, prenant ainsi une position contraire à celle de la fédération CFDT des postiers. «Ça lui est facile, me glisse mon voisin, car il n'a presque pas d'adhérents derrière lui, il peut donc tenir le discours qu'il veut.»

Puis c'est au tour du délégué de SUD (1), qui centre son intervention sur le caractère non corporatiste des revendications.

On invite les présents à intervenir. Un des facteurs félicite les employés de la cantine d'avoir, la veille, préparé des sandwiches pour ceux qui allaient à la manif. Un autre rapporte un bruit qu'il a entendu : la direction de la SNCF menacerait les cheminots grévistes d'effectuer les retenues de salaires en une fois, sur le seul mois de décembre. Cette information (que personne ne peut confirmer) fait courir un murmure : tous savent que chaque jour de grève est un jour de salaire perdu, mais en général, en fin de grève les retenues de salaire sont étalées sur plusieurs mois...

On vote. «Pour la poursuite de la grève ?» Sur la centaine de présents, 36 mains se lèvent. Personne ne demande qu'on appelle les «contre».

«C'est comme ça depuis le début, m'explique

un militant CGT. Nous tournons entre 20 et 40 % de grévistes selon les jours, sur un effectif de 570 personnes. C'est très dur d'élargir. Mais il n'y a pas d'hostilité entre grévistes et non-grévistes. Certains non-grévistes ont même organisé une collecte pour les grévistes, qui a rapporté environ 1.000 francs. Les syndicats étaient plutôt embarrassés. Ça prouvait que ces collègues, même s'ils ne faisaient pas grève, étaient de cœur avec nous. Mais d'un autre côté, c'est une manière de se dédouaner à bon compte...»

Il y a des postiers qui sont entrés dans la grève, puis en sont sortis au bout de deux jours. D'autres ont fait grève seulement les jours de manif.

Le fait que, l'an dernier déjà, les facteurs du 18e avaient arrêté le travail une semaine, pour tenter d'empêcher des suppressions d'emplois, a certainement joué. Et aussi le fait que ça tombe dans la période de vente des calendriers des PTT, et que ça ajoute donc au manque à gagner.

Les objectifs de la grève ? «Difficile à exprimer. Il y a un ras-le-bol qui dépasse de loin les revendications catégorielles, le sentiment que la société ne va pas bien, qu'il faut que ça change. Mais les gens ne font pas le lien avec la politique économique générale, la dictature des «marchés», Maastricht et ses orientations libéralistes. Il y a un déficit de débat politique... Presque aussi grand que ce déficit de la Sécu dont on nous rebat les oreilles, mais qui serait à moitié comblé si on menait une politique de réduction du chômage...»

13 décembre, centre de tri du Landy, porte des Poissonniers

Ils sont six ou sept au piquet de grève. Ils ont disposé quelques chariots devant la porte du centre. Ils ne laissent pas passer les camions qui arrivent chargés de sacs de courrier (le centre du Landy, où travaillent 600 postiers, gère le transit international vers l'Europe occidentale). Le dispositif est si léger qu'il suffirait de peu pour le forcer, mais les chauffeurs n'insistent pas, ils font demi-tour.

«La grève a démarré le 28 novembre, m'explique un délégué de SUD. Le 29 nous avons invité des cheminots à venir expliquer devant notre AG les raisons de leur mouvement, nous en attendions deux ou trois, ils sont venus une vingtaine, ça a joué dans l'élargissement de la grève ici. Cependant nous avons attendu, avant de bloquer l'entrée, d'être vraiment majoritaires.»

Majoritaires, ils l'ont été, mais pas tout le temps. Le nombre de grévistes a varié selon les jours entre 30 et 70 %. Le thème de départ, c'était le refus du rallongement des cotisations pour la retraite. «Mais depuis des mois nous parlions de la mise en cause de la logique de service public au profit d'une logique commerciale, de la privatisation progressive des activités des PTT, du développement de la précarité, de la sous-traitance et de la filialisation. Nous sommes en première ligne : tout le monde sait qu'une des premières activités postales qu'ils veulent privatiser, c'est le courrier international...»

(1) La fédération SUD (Solidaire, unitaire et démocratique), formée il y a quelques années par des exclus de la CFDT, n'a pas cessé de progresser et est en passe de devancer la CFDT-PTT.



Dans la grande salle des facteurs de la rue Duc, 6 h 30 du matin

Trois semaines de galères...

Après 23 jours de paralysie dans l'arrondissement, chacun fait ses comptes. Mais les conséquences n'apparaîtront dans leur ensemble que plus tard, tandis que durant la grève on a assisté à des initiatives de solidarité.

Comme les autres arrondissements de la capitale, le 18e n'a pas été épargné par les trois semaines de panne liée aux grèves des transports, du courrier... et plus tard des instituteurs. Beaucoup d'entreprises et de commerçants ayant fonctionné au ralenti par manque de personnel ou de clients n'en sortent pas indemnes ! Premiers touchés, les kiosques à journaux situés près des bouches de métro, les restaurants, les hôtels et en général toutes les activités liées au tourisme, spécialement denses sur la Butte Montmartre, leurs clients ayant purement et simplement annulé leur escapade dans la capitale. Car à l'étranger, il faut bien l'avouer, ces trois semaines de grèves ont été montées en épingle, tantôt assimilées à un mai 68 bis, tantôt à une mini-révolution.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, le petit commerce de proximité a également souffert. «*J'ai travaillé deux fois moins que d'habitude. Et pourtant, mes clientes habitent le quartier... En fait, elles ne sont pas sorties de chez elles*», raconte une coiffeuse de la rue Caulaincourt. Nul doute, la grève a réellement été vécue comme une période de repli sur soi, les rayons vides des supermarchés parlaient d'eux-mêmes. «*Nous avons été dévalisés en pâtes, sucre, farine, café... alors que nous avons continué à être approvisionnés dans de bonnes conditions*», explique-t-on au Franprix du bas de la rue du Mont-Cenis. Reste que, alors que certaines salles de spectacle annulaient la représentation pour cause de désaffection de spectateurs, celles du cinéma Pathé Wepler de la place Clichy ne désemplissaient pas : au contraire, entre la dernière semaine de novembre et la première de décembre, elles enregistraient une hausse de fréquentation de 1,2 %. Hausse liée, expliquait le directeur Jean-Pierre Lignon à notre confrère *le Film français*, «*à plusieurs types de transferts : d'un côté des spectateurs qui au lieu de venir le soir viennent l'après-midi, et de l'autre, ceux qui, au lieu d'aller sur les Champs, découvrent notre complexe*».

Des initiatives pour la garde des enfants

En hausse ou en baisse, chacun en est encore à faire ses comptes. Rien ne dit si commandes et achats ne seront par reportés dans les semaines de l'après-grève, sachant que, de toute façon les conséquences directes ne pourront être véritablement mesurées qu'après le 15 janvier, au moment d'acquitter charges sociales et TVA.



Sur tous les grands axes qui traversent l'arrondissement la grève a provoqué de formidables embouteillages, dans un sens le matin et dans l'autre sens le soir. (Ici, rue des Poissonniers.) Heureusement, il y a eu un peu de vent durant cette période, ce qui a empêché la pollution atmosphérique de battre des records.

Mais si chacun a dû faire plus d'efforts qu'à l'accoutumée, ne serait-ce que pour se déplacer, on a assisté à un élan de solidarité entre les habitants du 18e et d'abord entre piétons et automobilistes, mais aussi de façon plus large. Ainsi, le libraire de la rue des Abbesses a apposé un panneau devant sa devanture, où chaque automobiliste était invité à inscrire la direction qu'il prenait, le nombre de places disponibles et son téléphone, et chaque piéton la direction qu'il recherchait. Départs pour Bordeaux, Boulogne-Billancourt ou Nation, un véritable succès, le panneau s'est rapidement avéré trop exigü pour combler toutes les demandes.

Initiatives aussi dans les écoles, où la grève des enseignants a posé le problème de la garde des enfants dont les parents travaillent. Aux écoles Vauvenargues et Jean-François-Lépine, à l'initiative de la FCPE, certains parents ont organisé des garderies tournantes à domicile. A l'Évangile, après huit jours d'école buissonnière, la FCPE et la PEEP ont organisé ensemble une garderie tenue par deux ou trois parents pour une quinzaine d'enfants, dans les locaux du centre Agora, le centre d'animation du quartier.

Autre geste de solidarité, celui du maire du 18e, Daniel Vaillant, envers les grévistes du dépôt Championnet de la RATP, à qui il a fait envoyer conserves, fruits, pain... sur les sites des grèves après avoir écouté leurs revendications. Mais, précise-t-on du côté de son cabinet, il s'agissait d'un geste de solidarité envers les familles des grévistes et non d'un soutien à la grève. Respect de l'indépendance des mouvements syndicaux et politiques oblige !

Ont participé à ce dossier : Christelle Le Miller, Noël Monier, Jean-Claude Noyé, Silke Rotzoll, Claude Thomas.

L'AIR DU TEMPS

Grève et sport

«*Ferons-nous un dossier sur le sport ou un dossier sur la grève ?*» Telle était la question posée lors de la réunion de rédaction du 18e du mois, le 1er décembre. Jusqu'au moment où quelqu'un a courageusement tranché : «*la grève, facteur de sport !*»

J'avoue que c'est avec un peu de regret (à ne pas confondre avec du cynisme) que j'ai vu les métros recommencer à rouler. Les patins à roulettes étaient tellement plus amusants ! Et toutes ces bien classiques disciplines réinventées au quotidien : le méga-slalom entre les voitures, le saut par-dessus les bacs à fleurs dans les rues encombrées, la course (chancelante) en mini-vélo pliant...

Je suis sûre qu'avec un peu de neige on serait revenu à la luge et au bob sur les pentes de Montmartre... Et enfin le pouce remis en valeur comme moyen de locomotion.

S'il est dommage que la respiration de gaz bleu s'y soit continuellement ajoutée, le renforcement des muscles au niveau des mollets d'une grande partie des Parisiens compte certainement pour un acquis.

Il reste maintenant à adapter la ville aux nouvelles passions sportives de ses habitants : sur les trottoirs, une zone pour les piétons, et le reste, bien lisse, pour les rollers. Des bacs à fleurs joliment disposés pour le saut. Pour ce qui est des voitures, seules auront le droit de circuler celles qui continuent à s'arrêter à la vue des pouces.

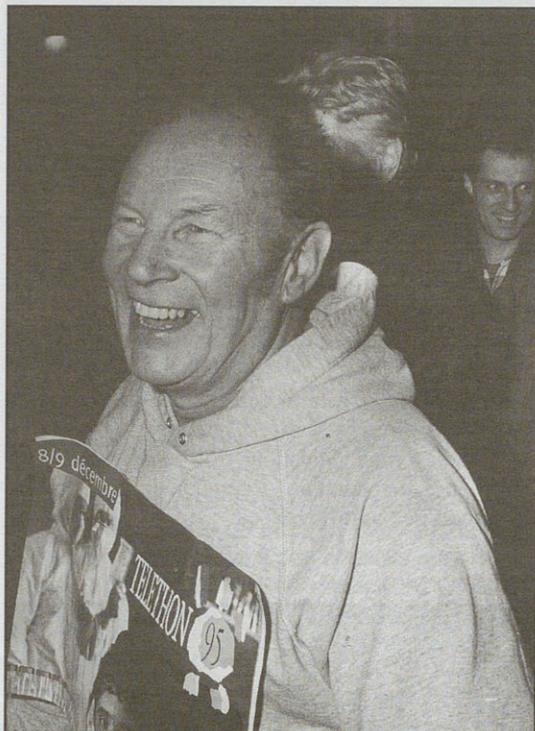
Le slogan «Une voiture, un arbre» sera désormais la loi, qui réjouira les innombrables cyclistes.

Et chaque année, il y aura de grands Jeux pour vérifier que tout le monde a bien entretenu la forme dûe à l'entraînement du mois de décembre 1995. Le gagnant aura droit à une médaille «Sports de (g)rève», le deuxième et le troisième à une paire de patins à roulettes.

Silke Rotzoll

Mon 18e, par André Dumas, chanteur

Vive la chanson montmartroise !



André Dumas à l'arrivée de son marathon du Téléthon.

Il a surgi de la nuit, ce 9 décembre au soir, jour du Téléthon, il a grimpé en courant les derniers mètres de son marathon : l'escalier qui conduit au Centre d'animation des Abbesses. Et sans presque de transition, ayant seulement pris le temps d'enfiler une chemise propre et un blue-jean à la place de sa tenue de coureur, il a empoigné sa guitare et commencé son cinquième tour de chant de l'après-midi.

C'était pour André Dumas un défi : à 60 ans, courir les 42 kilomètres d'un marathon, départ 14 h à Courtry, arrivée 21 h à Montmartre (par Sevran, Aulnay, Pierrefitte, Le Bourget, Saint-Denis), avec en cours de route quatre arrêts pour quatre tours de chant, et un dernier à l'arrivée... Le bénéfice des ventes de disques réalisées à chacune de ces étapes, 4.000 francs environ, a été versé à l'Association française contre la myopathie.

André Dumas déclare aimer les défis. Son retour à la chanson comme professionnel, qu'il effectue ces temps-ci, n'est pas le moindre de ces défis. A 45 ans, après avoir vécu du métier de chanteur pendant une vingtaine d'années, il avait décidé de se consacrer au magasin d'instruments de musique qu'il avait ouvert à Montmartre (*Music Power*, 6 rue Houdon). Et voilà qu'aujourd'hui il reprend sa guitare, ses chansons. Avec une voix qui n'est sans doute pas aussi claire que celle de ses 25 ans, mais parfaitement maîtrisée, avec une science très sûre des effets et des enchaînements, et surtout une chaleur communicative, un tonus intact. Et avec une ambition : faire connaître la chanson montmartroise.

Dans l'atelier où il répète, au mur, il y a une immense affiche (3 m sur 1,20 m) représentant Aristide Bruant...

Cette affiche de Bruant, quand je l'ai vue dans une vente, je me suis dit : il me la faut. Elle coûtait cher, mais j'ai craqué. Je la léguerai au Musée de Montmartre, mais tant que je chanterai j'aurai plaisir à l'avoir sous les yeux. Je sais, il y a un folklore montmartrois qui peut paraître désuet et qui utilise la silhouette de Bruant. Mais les quartiers qui n'ont pas de folklore, pas d'image à faire valoir, vous croyez que c'est mieux ? Et Bruant n'est pas dépassé. Ses chansons ont gardé une force intacte.

C'est par la chanson que j'ai connu Montmartre. Je chantais chez Patachou, dans le cabaret qu'elle avait ouvert en haut de la rue du Mont-Cenis et où elle a fait débiter tant de gens, entre autres, en 1952, celui que je considère comme le plus grand : Brassens. A Montmartre je me suis fait des amis. Et j'ai décidé de m'y installer. En 1959 j'ai emménagé rue d'Orsel, en 1970 rue André Barsacq où je suis toujours.

Mon répertoire, à l'époque, c'était la chanson dite «littéraire», «engagée», la chanson rive gauche. Je passais au *Cheval d'or* près de la Contrescarpe, à la *Colombe*, à l'*Ecluse* près de Saint-Michel. (Il y avait alors beaucoup d'endroits où des jeunes pouvaient chanter, se faire connaître, beaucoup plus que maintenant.) Et puis j'ai découvert la chanson montmartroise, et à travers elle j'ai compris qu'il existe une grande tradition de la chanson française, qui court au long des siècles et aujourd'hui encore.

Clément et le temps des cerises

Jean-Baptiste Clément, l'auteur du *Temps des cerises*, était montmartrois. Il fut d'ailleurs maire du 18e pendant l'insurrection de la Commune en 1871.

Un peu plus tard, à la charnière du XIXe et du XXe siècle, les plus grands chansonniers se produisaient à Montmartre. Yvette Guilbert chantait *le Fiacre* au *Divan japonais* (là où se trouve aujourd'hui le *Divan du monde*). Le tendre Paul Delmet, le compositeur d'*Envoi de fleurs* («Pour vous obliger de penser à moi...»), des *Stances à Manon*, de *l'Etoile d'amour*, des *Petits pavés*, passait au *Chat noir*, comme Bruant. Il y avait aussi Gaston Couté et ses chansons berrichones, Théodore Botrel et ses chansons bretonnes.

Je travaille actuellement sur un recueil de chansons de Mac'Nab que j'ai découvert chez un bouquiniste, pour en inclure une ou deux dans mon tour de chant. Mac'Nab, on le connaît pour *le Meetingue du Métropolitain*, il y en a aussi d'autres formidables, comme *le Pendu de la forêt de Saint-Germain*. C'était un auteur très caustique, provocateur, un peu comme Gainsbourg de nos jours.

Plus tard encore, des écrivains comme Francis Carco, Mac Orlan, qui habitaient la Butte, ont écrit de merveilleux textes de chansons. Plus tard encore il y a eu Boris Vian, qui habitait derrière le Moulin Rouge, sur le même palier que Jacques Prévert. Et puis Brassens et Brel...

La guitare à Jojo

Il y a eu aussi ceux qu'autour de 1950 on appelait les «chansonniers», qui mettaient en chansons l'actualité, pour s'en moquer, un peu comme les Guignols de l'Info aujourd'hui, mais avec des rimes et de la musique, avec peut-être aussi moins de méchanceté. Certains ont créé des chansons très

jolies, comme Pierre Destailles dont je chante *le Bois de Chaville*. J'ai très bien connu un des chansonniers les plus célèbres de Montmartre, Jacques Grello, c'était un ami pour moi. J'allais chez lui presque chaque semaine, il me disait : «Prends la guitare à Jojo et chante-moi quelque chose.» C'était la première guitare de Georges Brassens, il la lui avait offerte en signe d'amitié. Dans la salle à manger de Grello, il y avait une immense table de ferme, et toujours un petit coup de rouge au frais...

Bruant, Paul Delmet, Carco et les autres ne faisaient pas fi de ce qui s'était passé avant eux. Ils ajoutaient une pierre à l'édifice de la chanson française, et beaucoup de leurs chansons sont toujours vivantes. Qui ignore *Rue Saint Vincent* de Bruant ? Mouloudji a connu un de ses plus grands succès quand il a repris *les Petits pavés* de Paul Delmet - que je chante moi aussi. Montand a chanté *le Temps des cerises*. Brassens a souvent dit son admiration pour Delmet, et Renaud pour Bruant...

Cette histoire de la chanson montmartroise, j'ai vécu dedans, j'en ai vécu pendant vingt ans. Je me produisais dans les Maisons de jeunes et de la culture, dans les foyers ruraux, je faisais des tournées à travers la France et l'Europe. Je me déplaçais dans ma 2 CV, avec ma guitare, ma sono.

Gare à moi si je me trompe !

Le répertoire montmartrois est plus connu qu'on ne croit. Souvent, pendant que je chante, je vois les lèvres de certains spectateurs remuer : ils chantent à voix basse en même temps que moi. Et gare à moi si je me trompe dans les paroles ! Je le vois tout de suite dans leurs yeux, sur leurs lèvres.

A une époque, je faisais l'animateur au *Refuge des Fondus*, rue des Trois Frères, qui était alors un cabaret. Je m'accompagnais à la vielle à roue, à l'orgue de Barbarie. Quelquefois des touristes canadiens arrivaient avec le programme de mon tour de chant que leur avaient donné des amis, et me réclamaient telle chanson de Bruant ou de Carco que ce soir-là je n'avais pas chantée...

Je me souviens d'un soir, pendant une tournée en Allemagne, j'étais à l'hôtel, j'avais un peu le cafard, et tout à coup j'entends, à la radio allemande, la voix de Cora Vaucaire qui chantait *Trois petites notes de musique* et la *Complainte de la Butte*. Quel bonheur !

A 45 ans, j'ai arrêté : être toujours sur les routes, à la longue c'est fatigant, et puis mes enfants

grandissaient, j'avais envie d'être plus souvent avec eux. J'avais ouvert dix ans plus tôt mon magasin, *Music Power*, je m'y suis entièrement consacré pendant quinze ans. Mais le virus de la chanson ne m'avait pas quitté. Alors, dès que mon fils a pris la relève à la boutique, je n'ai pas pu résister. Je recommence !



Recueilli par René Molino

Les clefs du paradis... du tissu au Marché Saint-Pierre

Le Marché Saint-Pierre : au pied des jardins du Sacré-Coeur, près du métro Anvers, c'est un ensemble unique au monde de commerces de tissus.

Tiv-Tov, Sympa, Chiff-Tir, Sacrés coupons, Fem'chic, Frank, Fransi, Les bons tissus, Paris-Tissus, Tissus du Sacré-Coeur, Paname, la Dentellière, Au bouton Saint-Pierre, La boîte à couture, et tous les autres...

Soieries et cotons, voilages et tissus d'ameublement, galons et passementerie, textiles en tous genres : les clefs du paradis du tissu se trouvent au Marché Saint-Pierre.

Ils sont des dizaines de magasins, serrés les uns contre les autres, étalages débordant sur les trottoirs, petits et grands, déballant leurs éventaires entre rue d'Orsel et rue Livingstone, rue de Steinkerque, rue Seveste, rue Charles Nodier, rue Pierre Picard... confluent vers la place Saint-Pierre, au pied des jardins du Sacré-Coeur, constituant à eux tous le Marché Saint-Pierre, unique au monde en son genre.

Les trois grands ancêtres

Tiv-Tov et les autres sont des petits poucets dominés par trois grands, trois ancêtres qui ont «fait» le Marché Saint-Pierre : Dreyfus, Moline et Reine. Trois affaires de famille.

Tout a commencé au tournant du siècle quand des marchands forains nommés Salomon Dreyfus et Daniel Moline venaient dans leurs charrettes à bras à la Halle Saint-Pierre, qui à cette époque était un marché de fruits et légumes, y déballer leurs coupons de tissus. Bientôt, l'un et l'autre, cousins éloignés, installaient des échoppes de vente permanente au coin de la place : Moline où se trouve actuellement Dreyfus et réciproquement...

Vient la Grande guerre, puis l'après guerre. Le marché couvert de la Halle Saint-Pierre ferme. Dreyfus et Moline restent et permutent. Dreyfus s'étale en hauteur, occupant progressivement les cinq étages, autrefois appartements bourgeois, de l'immeuble d'angle. Moline s'étale plus modestement en largeur, des deux côtés de la rue Livingstone.

Le temps passe. En 1936, Charles Bouchara fonde, place Saint-Pierre même, un magasin qu'il baptise Reine, du nom de sa mère. Lui aussi s'étale, sur les trois étages d'un immeuble qui fut autrefois un garage, «la Savoyarde», un garage qui possédait le téléphone dans les années 20 et où les Dreyfus allaient téléphoner leurs commandes !

Le décor était planté, tout le reste s'est greffé autour, et jusqu'à Tati qui a ouvert en 1947 deux petites boutiques en face à face rue d'Orsel, avant même le magasin tentaculaire du boulevard Rochechouart.

Des affaires de famille par les femmes

Et maintenant ? Dreyfus, Moline, Reine restent des affaires de famille... mais par les femmes.

Le grand immeuble bleu de Dreyfus se dresse, décor immuable, tel que M. Edmond, le fils du grand-père Salomon, l'a conçu dans les années 30 : un «déballage» de milliers de rouleaux de tissus, se chevauchant sur des présentoirs en bois, 180 vendeurs armés de leur mètre et de leurs ciseaux, prêts à dérouler, mesurer, couper. Ce sont maintenant Mme Florette et Mme Margaret, filles de Mme Odette, la soeur de M. Edmond, qui

dirigent le magasin. («*Chez Dreyfus, c'est la tradition, on ne s'adresse que par son prénom*», nous dit M. Christian, chef de rayon, 45 ans dans la maison). Malgré l'explosion du prêt à porter et la disparition des petites couturières de quartier, la maison se porte toujours bien - 5000 bons de caisse par jour - mais joue surtout sur les tissus d'ameublement plus que sur le lainage et la ratine. Cependant, outre les particuliers (mais oui, on sait encore coudre parfois !) Dreyfus est pratiqué par les professionnels du spectacle et leurs costumières : les théâtres de Tours, Villeurbanne, Bordeaux, Nice, l'Opéra de Paris et jusqu'à Eurodisney s'y fournissent.

Comme chez Dreyfus où il n'y a plus de Dreyfus, il n'y a plus de Moline chez Moline mais son directeur, William Baer, est par sa mère l'arrière-petit-fils du fondateur. Dix fois plus petit que son concurrent - 500 coupons par jour - Moline s'est fait

une spécialité dans le voilage et la quincaillerie d'ameublement (tringles, etc.) mais aussi dans la passementerie et la mercerie avec un choix imbattable de rubans et boutons, sans oublier les imprimés pour petites robes et mini-jupettes. Vendant à 95 % à des particuliers, Moline a une fidèle clientèle de province et des pointes de vente pendant les vacances scolaires où l'on monte à Paris en famille s'approvisionner.

Moins « traditionnel », plus pimpant avec ses sveltes mini-mannequins d'un mètre de haut, Reine - 3000 à 4000 bons de caisse quotidiens - est le seul des magasins Bouchara qui soit resté dans la famille, et encore une fois grâce aux femmes : il est dirigé depuis 1991 par Bertil Olofsson, le petit-fils de Charles Bouchara, le fils de sa fille qui s'appelait elle aussi Reine. Ce magasin, comme ses voisins, est passé du tout-habillement à l'ameublement et au voilage, la décoration aussi depuis quelques années, mais il est encore réputé pour ses tissus d'habillement, fréquenté par les gens du prêt-à-porter. Mairies, crèches et écoles viennent aussi s'y fournir.

En 1946, Reine a failli être racheté par Dreyfus. Tous trois avaient souffert pendant la guerre et avaient dû fermer. Mais tous trois, chacun avec ses spécificités, demeurent et détiennent encore les clefs du paradis de Saint-Pierre.

Marie-Pierre Larrivé



Monsieur Jean, mémoire du quartier aux tissus

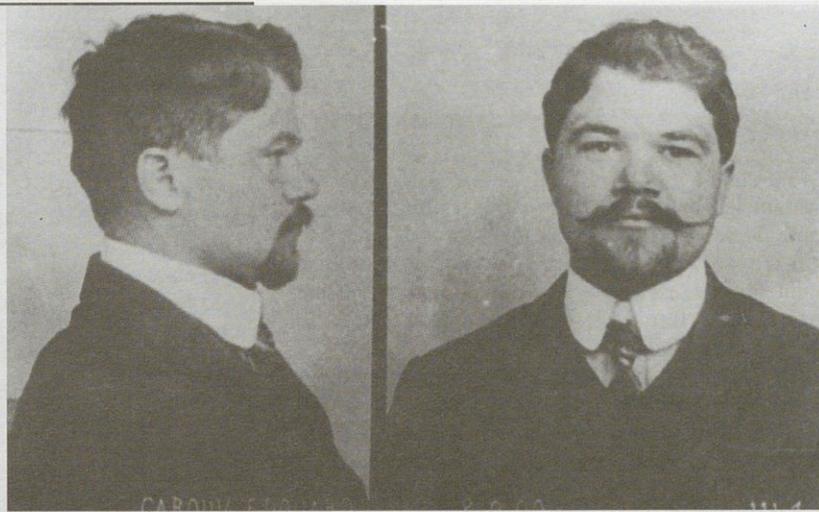
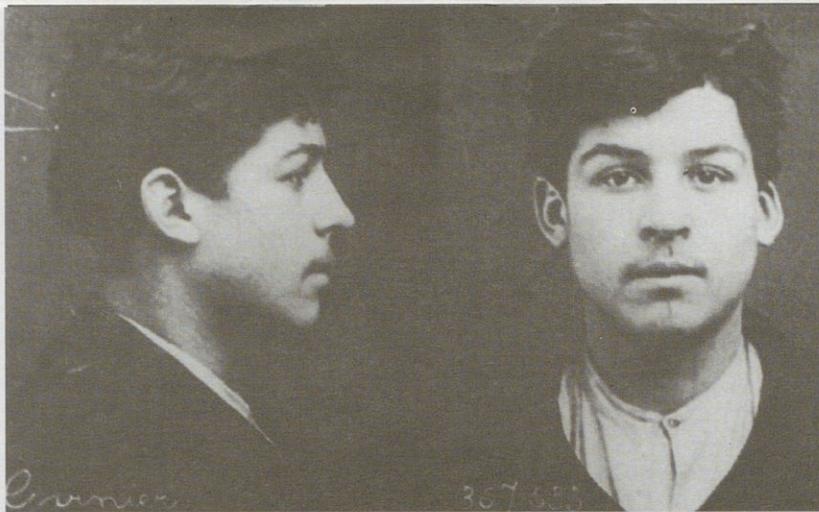
Bon pied, bon oeil — il a même l'oeil à tout — M. Jean veille aux destinées de Moline depuis bientôt un demi-siècle. Jean Raynaud, né le 21 juillet 1921, est entré vendeur chez Moline en 1949, le 12 février, précise-t-il. A 74 ans, toujours d'attaque, maintenant chef de rayon, M. Jean fait l'ouverture du magasin, il est même là à 6 h du matin avant l'ouverture aux clients, et il fait aussi la fermeture. Entre temps, il navigue d'un rayon l'autre, reçoit la marchandise, l'inspecte, la contrôle. Il est partout, toujours présent, sauf... de 10 h 05 à 10 h 45 : M. Jean va déjeuner, précis et ponctuel.

Jusqu'à quand va-t-il continuer à travailler ? «*Tant que ça va, et ça va très bien. Pourquoi la retraite, il faut bien s'occuper, je ne vais pas*

rester assis dans un fauteuil, à attendre quoi ? »

M. Jean est un enfant de la balle...de tissu. Son père était directeur chez Bouchara. Il a d'ailleurs commencé à y travailler, en 1940, au magasin de Lyon. Puis l'occupation allemande, les lois racistes de Vichy, la fermeture des magasins Bouchara, puis le STO pour Jean Raynaud. En 1946, il reprenait son poste chez Bouchara. Trois ans plus tard, il passait chez Moline. Il y est encore.

Mémoire du quartier aux tissus — «*Ça a beaucoup changé, enfin ça a changé et pas changé*» — Jean Raynaud est également mémoire de son quartier : il habite tout à côté, rue Ramey, depuis 1953 - «*Alors là, ça a vraiment changé.*»



Garnier, Carouy : photos de l'identité judiciaire



Les quatre mois sanglants de la «bande à Bonnot»

(Suite du numéro précédent)

Le 21 décembre 1911, rue Ordener (18e), l'encaisseur de banque Caby a été attaqué par quatre bandits en auto qui l'ont grièvement blessé (voir *Le 18e du mois* n° 13). Vers la fin de février 1912, grâce à des filatures et surtout des dénonciations, les enquêteurs ont identifié deux des agresseurs, Jules Bonnot et Octave Garnier. Et ils ont arrêté un homme qu'ils accusent d'être celui qui a tiré sur l'encaisseur, mais qui proteste de son innocence : Eugène Dieudonné. Tous sont des anarchistes.

Un autre évènement, crapuleux, a attiré l'attention. Dans la nuit du 2 janvier 1912, à Thiais (banlieue sud de Paris), deux vieillards ont été assassinés chez eux par des cambrioleurs. La police a relevé des empreintes digitales, qui correspondent à deux individus fichés : Carouy et Medge. Or Carouy est lui aussi un anarchiste, ami de Garnier et Dieudonné.

Par ailleurs, après l'arrestation de Dieudonné, un mystérieux télégramme est arrivé pour lui à la pension de la rue Nollet : «*Mère en bonne santé.*» Il vient d'Alès. A la poste de cette ville, les enquêteurs se procurent l'original du télégramme, confrontent l'écriture avec des échantillons qu'ils ont en archives : le télégramme est de la main de Monier, dit Simentof, dont la police conserve des brouillons de discours, dérobés lors de meetings. Le nom de Monier est ajouté à la liste des suspects.

Garnier écrit au préfet de police

Bientôt les journaux vont avoir de quoi nourrir leurs gros titres. Le 27 février, place du Havre à Paris, un agent de police tente de contrôler une voiture qui roulait à contre-sens. Froidement, un de ses occupants sort un revolver et tue le policier. L'auto, une Delaunay, s'enfuit.

Elle est repérée la nuit suivante à Pontoise : des voleurs, surpris alors qu'ils tentaient de cambrioler l'étude d'un notaire, réussissent à s'échapper à son bord. Cette voiture sera retrouvée quelques heures plus tard à Saint-Ouen, incendiée. A partir des déclarations des témoins, la police identifie Bonnot, qui conduisait, et Garnier. Quant au troisième homme, celui qui a tiré sur l'agent, son signalement ressemble à celui de Callemin, encore un anar. On suppose qu'ils ont trouvé refuge à Montmartre.

Les photos de Bonnot, Garnier et Carouy sont affichées dans tous les commissariats de France.

Le 19 mars, Octave Garnier adresse au journal *le Matin* une «lettre ouverte au préfet de police». Il nargue : «*Votre prime de 10.000 francs offerte à qui voudra bien me vendre, quelle misère ! Décuplez la somme, Messieurs, et je me livre moi-même pieds et*

poings liés !» Il ajoute : «*Dieudonné est innocent du crime que vous savez bien que j'ai commis.*» Il conclut : «*Dans la lutte engagée entre le formidable arsenal dont dispose la société et moi, je serai vaincu, mais j'espère faire payer cher votre victoire.*»

Le 25 mars, sur une route près de Montgeron, roule une superbe voiture de maître, une De Dion-Bouton. A son bord, les deux employés chargés de la convoyer jusque chez son acheteur aperçoivent soudain au milieu de la route quelqu'un qui agite un mouchoir. Ils stoppent. Six hommes armés surgissent et, comme les occupants de la voiture font mine de résister, les abattent sans hésitation ; l'un d'eux mourra. Deux heures plus tard, la voiture volée arrive à Chantilly devant l'agence de la Société Générale. Les bandits, brandissant fusil et revolvers, se précipitent dans la banque en tirant (deux morts, un blessé), raflent tout ce qu'ils peuvent et s'enfuient. Leur butin est considérable : 50.000 francs or. Mais la police, qui à ce moment a parfaitement recensé toutes les connaissances de Bonnot et ses amis, identifie immédiatement les agresseurs : outre Bonnot, Garnier et Callemin, il y a Monier, Valet, Souly.

Le cercle de la revue *l'Anarchie*

Qui sont ces hommes ? Une haine viscérale des contraintes les unit. Or les contraintes, dans la société d'alors, sont très fortes, que ce soit dans le domaine des mœurs (c'est une époque d'«ordre moral») ou dans le travail. On a conservé nombre de règlements intérieurs d'ateliers de cette époque : l'arbitraire patronal sans contrôle s'y étale de façon parfois terrifiante. Presque tous les membres de la «bande à Bonnot» ont vécu cette expérience, et tous ont finalement choisi la révolte individuelle plutôt que l'action collective.

A l'exception de Bonnot, ils se sont connus dans le cercle rassemblé autour de la revue *l'Anarchie*, d'abord à Montmartre (voir *Le 18e du mois* n° 13) puis, à partir de 1910, à Romainville. Là se côtoient des intellectuels comme le jeune Victor Kibaltchich, dit Victor Serge, issu d'une famille de révolutionnaires russes réfugiés en France, et des ouvriers (ou ex-ouvriers). Plusieurs vivent de cambriolages et de fausse monnaie. Les autres l'admettent, au nom de la liberté individuelle et de la haine de l'ordre bourgeois. Victor Serge décrira ainsi les idées de Libertad, qui fonda la revue à

Montmartre : «*Sa doctrine, qui devint la nôtre, était : ne pas attendre de révolution, les révolutionnaires sont des farceurs comme les autres. Faire sa révolution soi-même. Etre des hommes libres, vivre en camaraderie. Commandement absolu : que crève le vieux monde !*»

Jules Bonnot, 35 ans, n'a pas fréquenté la revue *l'Anarchie*, il vient d'ailleurs. Fils d'un ouvrier illettré de Montbéliard, il a perdu sa mère à 5 ans et son frère aîné s'est suicidé. Elève «indiscipliné, insolent», il commence à 14 ans un apprentissage de mécanicien, est renvoyé de plusieurs places, arrêté une première fois à 17 ans pour une bagarre dans un bal. Il travaille aux chemins de fer, est renvoyé à cause de ses fréquentations anarchistes. Inscrit sur la «liste rouge», personne ne veut l'embaucher. Il séjourne à Genève, à Londres. On le retrouve à



Bonnot avec sa femme et son fils, à Genève en 1905, à l'époque où il essayait de «se ranger».

Suite de la page 15

Lyon, aux automobiles Berliet, où il passe pour un mécanicien habile. Il s'est marié, il a un enfant, il tente de se ranger. Mais sa réputation d'«anar» le suit : licencié, à nouveau. Il trouve un emploi à Saint-Etienne, est renvoyé pour avoir participé à une grève. Et sa femme le quitte pour partir avec le secrétaire du syndicat.

Pour Bonnot, c'en est fini de la vie honnête, et tout autant des idées sociales. Il se lance dans les cambriolages, ce qui lui permet d'ouvrir à Lyon deux ateliers de réparation automobile. Mais en octobre 1911, une descente de police chez lui amène la découverte d'autos et de motos volées, ainsi que du butin de cambriolages récents. Il échappe à l'arrestation, quitte Lyon en compagnie d'un complice, Platano, ex-anarchiste lui aussi. Le 28 novembre 1911, Platano est retrouvé tué à coups de revolver dans les bois près du Châtelet-en-Brie (Seine-et-Marne). Bonnot racontera plus tard qu'il l'a seulement achevé, Platano ayant été blessé pendant l'attaque d'un train. La police pense plutôt qu'ils se sont disputés pour le partage du butin.

Début décembre, Bonnot arrive donc à Paris, traqué. Il doit absolument trouver un refuge, une aide. Il sait que les anarchistes «illégalistes» sont nombreux à Montmartre, c'est là qu'il se rend. Dans un café il fait connaissance de Dieudonné, qui sympathise avec lui, l'emmène dans la pension où il loge, rue Nollet, et lui présente ses amis de l'*Anarchie*. Un soir, dans le logement de l'un d'eux à Montmartre, Bonnot expose à Garnier, Callemin et quelques autres ses projets : une nouvelle méthode d'attaque à main armée, utilisant des automobiles.

Raymond-la-Science, Garnier, etc...

Callemin, dit «Raymond-la-Science» à cause de sa passion pour la lecture, petit, robuste, myope, propagandiste de la lutte anti-alcoolique, a 21 ans. Belge, il a travaillé à 13 ans, été condamné à 17 ans pour vol à l'étalage. Chômeur, puis ouvrier boulanger, il a gagné la France pour fuir le service militaire.

Octave Garnier, 23 ans, beau garçon rieur, ancien ouvrier boulanger et syndicaliste, est passé dans l'illégalité depuis qu'il est recherché pour insoumission au service militaire.

«L'homme qui s'évada»

En 1923, le journaliste Albert Londres publie dans *le Petit Parisien* une série retentissante de reportages sur l'enfer du bagne de Cayenne. C'est le début d'une campagne d'opinion qui entraînera en 1936 la fermeture de ce bagne. Parmi les bagnards rencontrés par Albert Londres figure Eugène Dieudonné, qui est au cachot à la suite de sa deuxième tentative d'évasion. «*Sa voix haletante, écrit Albert Londres, comme s'il venait de faire une longue course ; cependant sa cellule n'avait qu'un mètre cinquante de large sur deux mètres de long. Il y était enfermé depuis huit mois.*» Il doit purger encore seize mois de cachot.

Albert Londres retrouve Dieudonné en 1927. Cette fois, Dieudonné a réussi son évasion, il est au Brésil, mais menacé d'extradition. Albert Londres engage une nouvelle campagne de presse en sa faveur. Puis il s'embarque avec lui pour Marseille, mettant l'autorité publique au défi d'emprisonner à nouveau cet homme. Au dernier moment, juste avant de débarquer, Dieudonné apprend qu'on lui accorde une remise de peine. Il est libre. Il finira sa vie ouvrier menuisier au Faubourg Saint-Antoine.

Les articles d'Albert Londres sous les titres *Au bagne* et *L'homme qui s'évada*, ont été publiés en un volume en collection 10/18.

René Valet le rouquin, 20 ans, fils d'une famille aisée, a connu une enfance heureuse et commencé des études, puis a été réduit à la misère à la suite de revers professionnels de son père. Recherché pour insoumission.

Elie Monier, dit Simentof, grand, moustache noire, a exercé dans le Midi divers métiers, dont ceux de camelot... et de cambrioleur, avant de venir à Montmartre. Il est connu pour ses interventions fougueses dans les meetings anarchistes.

André Soudy, 19 ans, pâle, maigre, souffreteux. Enfant abandonné, garçon épicier à 11 ans, syndicaliste, plusieurs fois condamné pour faits de grève, il est devenu tuberculeux en prison.

Edouard Carouy, 28 ans, «bâti en hercule forain, à la face épaisse, fortement musclée, éclairée par de petits yeux timides et rusés» (ainsi que le décrira Victor Serge), est tourneur en métaux. Il ne passe pas pour très intelligent.

Eugène Dieudonné, 27 ans, ouvrier menuisier, le seul qui à l'époque dispose d'un emploi régulier, a logé à partir de 1907 au siège de l'*Anarchie*, d'abord chez Libertad, rue du Chevalier de la Barre (18e), puis à Romainville, avec sa maîtresse Louise Kayser dont il a deux enfants. Reparti pour Nancy d'où il est originaire, il y travaille chez un nommé Dartoys ; celui-ci témoignera en sa faveur, le décrivant comme «un excellent ouvrier, honnête, sobre, travailleur». Début décembre 1911, il revient à Paris pour chercher Louise et tenter de la ramener avec lui ; il y retrouve aussi ses anciens amis. C'est à ce moment qu'il rencontre Bonnot. Puis il retourne à Nancy.

Le recéleur du boulevard de Clichy

L'attaque de la banque de Chantilly, en mars 1912, marque l'apogée de la «bande à Bonnot». Après ce moment, c'est la police qui marquera tous les points.

Le 30 janvier, Victor Serge et son amie Rirette Maitrejean, qui ont pris la direction de l'*Anarchie*, ont été arrêtés. Ils sont totalement étrangers aux méfaits de la bande à Bonnot. Mais M. Jouin, sous-chef de la Sûreté, pense qu'ils ont peut-être eu des contacts avec leurs anciens amis (et effectivement, Garnier et Callemin se sont présentés chez eux en leur demandant de les héberger, mais se sont heurtés à un refus). Jouin propose à Victor Serge de jouer les indics. «*Jamais je n'ai eu autant honte*», racontera celui-ci. N'ayant pas voulu coopérer, Victor Serge et Rirette Maitrejean resteront en prison.

D'autres vont parler. Taquard, dit «Georges l'Usurier», recéleur à Montmartre, boulevard de Clichy, fait savoir à M. Jouin qu'on l'a contacté pour lui proposer des titres volés par Bonnot. La police monte une «planque» devant chez lui. Deux hommes se présentent, sont arrêtés : Bélonie, encore un anar, et Rodriguez. Ce dernier se met à table : ils devaient, raconte-t-il, retrouver Bonnot 6, rue Cortot (18e). Mais à cette adresse, les policiers arrivent trop tard : Bonnot s'est envolé.

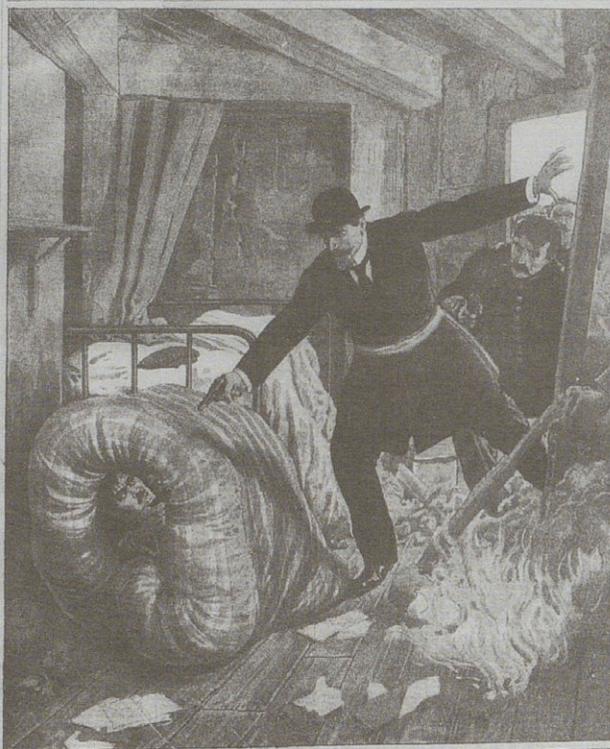
Soudy, lui, est arrêté le 30 mars, dans le Nord. Carouy est pris le 2 avril, «Raymond-la-Science» Callemin le 7 avril. Tous trois sur dénonciation.

Monier, repéré alors qu'il rencontre l'ancien directeur de l'*Anarchie*, André Lorulot, que la police filait sans qu'il s'en doute, est arrêté le 24 avril. On trouve dans sa poche une lettre adressée à un garagiste d'Ivry, Gauzy. Et chez Gauzy, M. Jouin va découvrir, caché au premier étage, un homme qu'il reconnaît aussitôt : Bonnot ! Mais Bonnot tire sur M. Jouin, qu'il tue, et saute par la fenêtre.

Deux jours plus tard on le retrouve à Choisy-le-Roi. Le siège est mis autour de la maison où il a trouvé refuge. Les échanges de coups de feu durent toute la nuit. A l'aube, les policiers donnent l'assaut.

Le Petit Journal

ADMINISTRATION 5 CENT. SUPPLEMENT ILLUSTRE 5 CENT. ABONNEMENTS
Le dimanche de 100 centimes
21^{me} Année
N^o 1.121
DIMANCHE 12 MAI 1912



LA FIN DU BANDIT

Ils trouvent Bonnot enroulé dans un matelas pour se protéger des balles, et qui tire un dernier coup de feu - sur lui-même ! Il mourra quelques heures plus tard, criant : «Tas de salauds !» Dans la maison on découvre quatre pages de sa main, où il raconte sa vie et affirme : «*Dieudonné est innocent.*»

Restent Valet, qui depuis un mois ne cesse de changer de cachette (il a logé dans le 18e, rue Ordener puis avenue de Saint-Ouen), et Garnier. On les repère à Nogent-sur-Marne. On met le siège : plusieurs centaines de policiers, tout un bataillon de zouaves, neuf heures de fusillades. Ils sont tués.

Après le verdict, Callemin se lève...

Le procès des survivants a lieu le 13 février 1913. Une grande partie des débats tourne autour de la culpabilité de Dieudonné dans le hold-up de la rue Ordener. L'attaque avait eu lieu à 8 h 30 environ. Or des témoins dignes de foi ont vu Dieudonné à Nancy dans l'après-midi, et sa mère jure que le matin il se trouvait chez elle, soignant son fils malade. Certes, un train partant de Paris vers 9 h lui aurait permis d'être à Nancy l'après-midi. Mais cela est-il vraisemblable ? La seule «preuve» contre lui est le témoignage de l'encaisseur Caby, qui maintient : «*C'est lui qui m'a tiré dessus*». Mais le même Caby avait affirmé avec autant d'énergie que l'auteur des coups de feu était Garnier - ce que Garnier avait lui-même confirmé dans sa lettre au *Matin*.

Dieudonné, Soudy, Callemin, Monier sont condamnés à mort. Travaux forcés à perpétuité pour Carouy et Medge, contre qui on a retenu uniquement l'assassinat des deux vieillards de Thiais. Divers comparses se voient infliger quelques années de travaux forcés. Victor Serge, qui a déclaré : «*Je suis solidaire des anarchistes, pas des assassins*», écope de cinq ans de prison, parce qu'on a trouvé chez lui une sacoche contenant un revolver («lâchée par un ami», dit-il). Rirette Maitrejean est acquittée.

Après le verdict, Callemin se lève. D'une voix forte, il proclame : «*Dieudonné est innocent. C'est Garnier qui a tiré et moi qui ai arraché la sacoche. Dieudonné n'était pas présent.*»

Le 21 avril, Soudy, Callemin et Monier sont guillotins. Carouy s'empoisonne dans sa cellule. Dieudonné, grâcié par le président de la République, voit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité et s'embarque en juillet pour le bagne de Cayenne.

Noël Monier

L'Évangile selon des écrivains, des compositeurs et quelques propriétaires

Il n'y a plus de « boues » à l'Évangile, ces boues gluantes du Paris sans tout-à-l'égout qu'on appelait « flaches » et qui, jusqu'au XVIIIe siècle, donnèrent leur nom à un chemin de ce coin de banlieue d'alors ; ce chemin, bordé d'un fossé où l'on déversait les boues de la ville (voir *Le 18e du mois* n° 12), on l'appelait chemin de la Flache ; il se prolongeait par un autre chemin nommé « de la Croix-de-l'Évangile » à cause d'un grand calvaire qui s'y trouvait (au même emplacement où se trouve encore aujourd'hui une croix). Ces deux chemins ont formé ensemble au XIXe siècle la **rue de l'Évangile**, qui a donné son nom à tout le quartier. Quartier où, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, la densité de bâtiments était faible, entre les enclaves des chemins de fer, l'usine à gaz et ses énormes réservoirs qui bordèrent la rue de l'Évangile jusque dans les années 50, et de nombreux terrains vagues.

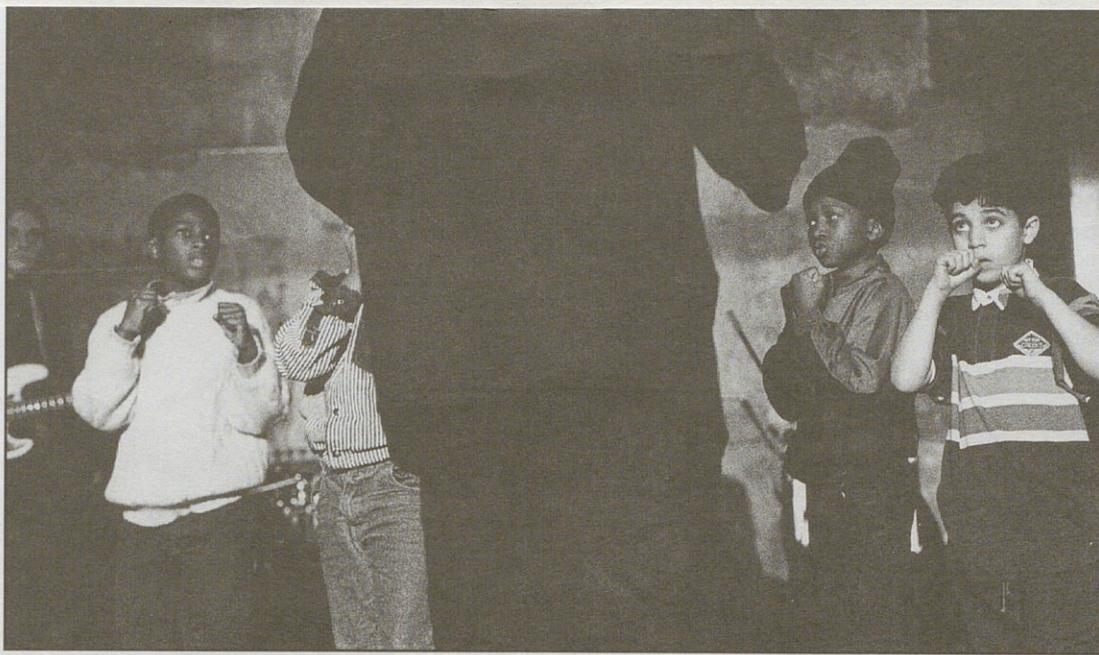
Les rues les plus anciennes de ce quartier neuf rappellent d'anciens lieux-dits campagnards (**rue des Fillettes**, **rue des Roses**), quelques propriétaires (**Boucry**, **Jean Cottin**), de vieilles dévotions (**rue de la Madone**, qui s'était appelée auparavant rue de la Vierge et rue Notre-Dame à cause d'une statue de la Vierge Marie - à l'emplacement où d'ailleurs on peut encore en voir une), un général napoléonien (**Pajol**), et un pionnier de l'époque moderne, **Joseph Cugnot** (1725-1804), inventeur en 1770 de la première voiture automobile à vapeur. Mais au nord de la **place Hébert** (nom d'un ancien maire de la commune de La Chapelle), s'est développé tout un nouveau quartier dont les rues rendent hommage à des écrivains français et des compositeurs russes.

Ainsi, à l'ouest, les rues **Maurice Genevoix** (1890-1980, l'auteur de *Raboliot* et de quelques autres romans savoureux), **Raymond Queneau** (1903-1976, un des écrivains français les plus importants du siècle, du *Chiendent* à *Loin de Rueil*, *Pierrot mon ami*, *Zazie dans le métro* et *Les Fleurs bleues*), **Pierre Mac Orlan** (1882-1970, un romancier montmartrois qui a chanté la bohème et l'aventure avec *Quai des Brumes* et *La Bandera*), **Tristan Tzara** enfin (1896-1963, un des fondateurs du mouvement « dada » dont sortit le surréalisme, auteur de *L'Homme approximatif*).

À l'est (ça s'imposait) résident des musiciens russes : **Nikolaï Rimsky-Korsakov** (1844-1908, révélation avec *Shéhérazade* lors de l'Exposition universelle de Paris en 1889), **Sergueï Rachmaninov** (1873-1943, pianiste virtuose et compositeur, entre autres, de *Préludes*), **Piotr Tchaïkovski** (1840-1893, romantique fougueux, ses opéras comme *Eugène Onéguine*, ses ballets comme *Le Lac des cygnes* et *Le Casse-noisette*, ses symphonies), **Modest Moussorgski** enfin (1839-1881, l'auteur de *Boris Godounov* et des *Tableaux d'une exposition*).

Direction de la jeunesse et des sports, Uppercut est désormais un événement dans le quartier. Ses promoteurs souhaiteraient que les ateliers se déroulent tout au long de l'année et que le festival en soit l'aboutissement. Un rêve qui peut-être deviendra réalité.

Claude Thomas



Dan Ancantie

Uppercut : à la Goutte d'Or un festival qui a du punch

Le festival Uppercut, qui s'articule autour de la boxe, de la musique et du théâtre, en est à sa troisième édition. Il s'est déroulé les 15, 16 et 17 décembre, associant les habitants de la Goutte d'Or, lesquels étaient aussi bien sur les planches que dans le public.

« Silence ! On répète la scène. Rachid et Moulay vous vous faites face. Les enfants, vous mimez ce que les grands racontent. Maurice, en sortant, tu suis ce parcours. Arrivé à ce pilier, il faut que tu aies dit tout ton texte. » Au fond du théâtre du *Lavoir moderne parisien*, un guitariste et un batteur jouent en sourdine. Sur le côté, deux régisseurs lumière installent les éclairages. Dans ce joyeux brouhaha, Anne Artigau, le metteur en scène, dirige avec humour et fermeté une petite foule d'acteurs, chanteurs, musiciens, boxeurs en herbe...

L'enjeu est de taille. Pendant deux mois, enfants, ados et adultes de la Goutte d'Or ont pu s'initier, dans divers ateliers, à la boxe avec Maître Ken, au rap et au raggga avec Nawal, aux percussions africaines avec Sita Lanta, au chant choral avec Lulendo, à l'improvisation théâtrale avec Véronique Gallet.... Il s'agissait donc, à partir de ce travail, de construire, en cinq soirées de répétition, un spectacle qui retrace l'histoire d'un boxeur. Une gageure ! Six petits garçons s'entraînant sur un ring imaginaire, des fillettes jouant à des percussions de fabrication artisanale, Bintou, Gaëlle, Khodia interprétant la chanson raggga qu'elles ont écrite et, bien sûr, les comédiens Rachid, Wael, Moulay, Oihid, lycéens, et Maurice qui est à la retraite, sans oublier les musiciens, tous étaient partie prenante du spectacle. « C'est le projet qui commande tout, affirme Anne Artigau. Nous n'avons pas un texte précis, il s'écrit au fur et à mesure des répétitions et s'ordonne autour d'un fil conducteur qui est l'histoire de ce boxeur. » Le résultat a été à la mesure de l'enthousiasme et des ambitions de tous : inventif et d'une grande fraîcheur.

C'est en cela qu'Uppercut est un festival novateur et hors norme. Il utilise toutes les potentialités du quartier : outre les performances des acteurs-musiciens-sportifs, outre les talents culinaires des femmes africaines qui ont préparé des délices, il permet à des groupes de rap de la Goutte d'Or d'émerger. Le 17 décembre, dans le gymnase du collègue Marx-Dormoy transformé en salle de concert, se sont succédé, devant un public composé exclusivement d'ados, Bass Tempo Max, Barbès Family, Fabe, DMBG et Sléo. Avec une interruption d'une heure durant laquelle les champions du PSG Boxe ont fait une démonstration et peut-être suscité des vocations.

Mais Uppercut ne se résume pas au rap et à la boxe. Il était ouvert, le 15 décembre, à l'église Saint-Bernard, avec le concert d'un quatuor vocal, Sanacore. Quatre femmes qui reprennent, dans les différents dialectes, des chants populaires des quatre coins d'Italie.

Les maîtres d'œuvre de ce festival multiforme, Jérôme Paul-Hazard, Frédérique Claisse, Nicolas Champion, habitent tous le quartier. « Nous sommes plusieurs à pratiquer la boxe et nous avons envie de faire quelque chose de marquant autour de la jeune création, un événement culturel qui prenne racine dans le quartier », explique Jérôme Paul-Hazard. Une association qui existait depuis 1988 - Les Industries Torpedo pour la promotion de la jeune création - a offert sa structure au festival. Le tissu associatif de la Goutte d'Or s'y est largement associé et a servi, entre autres, de « courroie de transmission » pour informer les jeunes de l'existence des divers ateliers.

Bénéficiant de subventions de la Mairie et de la

préfecture de Paris, du Fonds d'action sociale, de la

Service d'Information sur la Rénovation Immobilière et Hôtelière

Association loi 1901

99, rue du Mont Cenis, 75018 Paris. Tél. 42 23 57 23.

Cotisation 1995-1996 : 100 francs.

Pour toutes informations personnalisées pour vos travaux d'intérieur

«Bled», au *Lavoir moderne parisien*

Un émigré marocain revient au pays après des années passées en France. Il y retrouve sa mère. C'est le moment, pour cet homme de culture métissée, de retrouver la chaleur de son lieu de naissance, mais aussi de réévaluer les influences complexes qui ont formé son identité. La mère ne voit pas au delà de sa vallée ; ailleurs n'existe pas ; les mandats, entassés précieusement, n'ont même pas été touchés. Tout se parle autour des rituels du thé à la menthe et de l'abattage du mouton. Un troisième personnage, un vieil homme, représente la mémoire...

C'est le thème de *Bled*, la pièce de Michel Azama qu'on pourra voir au théâtre *Le Lavoir moderne parisien* (voir programmes ci-dessous) du 8 janvier au 16 février. Les dialogues, d'une pudeur et d'une simplicité exemplaires, sont dits par des acteurs expérimentés, pleins de tendresse et d'humour (Carlos Chahine est le fils, Linda Chaïb la mère, Aristide

DEMANDEZ LE PROGRAMME

CINEMAS

- **Studio 28**, 10 rue Tholozé : programmes au 46 06 36 07.
- **Pathé Wepler**, 8 salles, 140 bd de Clichy et 8 av. de Clichy : programmes au 36 68 20 22.

THEATRE

- **L'Alambic**, 12 rue Neuve de la Chardonnière (42 23 44 66) : du 4 janvier au 4 février, *Trois Déphasages*, un conte philosophique d'Igal Lévy.
- **L'Atalante**, 10 place Charles Dullin, (46 06 11 90) : du 10 janvier au 12 février, à 20 h 30, *La Traversée ou l'archange n'est plus là*, de Miguel Angel Sevilla, avec Bernadette Lafont et Georges Arnold.
- **L'Atelier**, place Charles Dullin (46 06 49 24) : jusqu'au 31 janvier, *La Parisienne* d'Heuri Becque, avec Nathalie Baye et André Marcon.
- **Dix-Huit Théâtre**, 16 rue Georgette Agutte (42 26 47 47) : du 9 janvier au 11 février, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 h, *Un pur moment de rock'n roll*, de Vincent Ravalec.
- **Espace Acteur**, 14 bis rue Ste Isaure (42 62 35 00) : du 9 janvier au 18 février à 20 h 30, dimanche à 16 h, *Ma cour d'honneur*, de et par Philippe Avron.
- **Le Funambule**, 53, rue des Saules (42 23 88 83) : du 3 janvier au 17 février, *Le Système ribadier*, de Feydeau.
- **Le Lavoir moderne parisien**, 35 rue Léon (42 52 44 94) : du 8 janvier au 16 février, *Bled*, de Michel Azama, mise en scène de Josanne Rousseau.
- **Montmartre Galabru**, 4 rue de l'Armée d'Orient (42 23 15 85) : du 9 janvier au 11 février, *Le Boxeur et la Violoniste*, de Bernard Da Costa, mise en scène de Didier Long.
- **Le Tremplin**, 39 rue des Trois Frères (42 54 91 00) : du 17 janvier au 17 mars, *Alias Katia*, d'Emmanuel Demez, mis en scène par l'auteur.
- **Halle St Pierre**, 2 rue Ronsard (tél : 42 58 72 89) : jusqu'au 20 janv., vend. et sam., *Achat Machine*.
- **Crypte du Martyrium**, 11 rue Yvonne Le Tac (42 23 48 94) : du 4 janvier au 29 février, du jeudi au dimanche, récital Rainer Maria Rilke, par la Compagnie du Regard.

THEATRE POUR ENFANTS

L'opération *Raconte-moi le théâtre* est destinée au jeune public. C'est une initiative des «théâtres du Grand Montmartre». L'objectif est de sensibiliser et former les jeunes au spectacle vivant en relation avec les professionnels du théâtre. Chaque lieu

proposera une animation : spectacle, rencontre avec des comédiens, visite d'une machinerie, découverte des marionnettes, déplacement dans les écoles. Cette action, du 10 janvier au 11 février, concerne, outre les théâtres ci-dessous, l'Espace Acteur et le Lavoir moderne parisien.

- **Dix-Huit Théâtre** : les 20, 27 janvier et 3 février, *Chocolat, Vanille et plaisanteries*, contes-dégustation, à partir de 8 ans.
- **Montmartre Galabru** : du 10 janvier au 11 février (merc. & sam. 14 h, vend. 10 h), *Elodine enchante Merlin*, à partir de 6 ans.
- **Le Tremplin** : du 13 janvier au 10 février (lun., mar., merc. 14 h 30), *Les aventures d'Ananzé*, d'après les «Contes de Koutou-as-Samala» de Bernard Dadié, mise en scène Kapela Mulumba.
- **Halle St Pierre** : *Conte-moi l'Afrique* (lun., mar., jeu., vend. 11 h et 15 h).

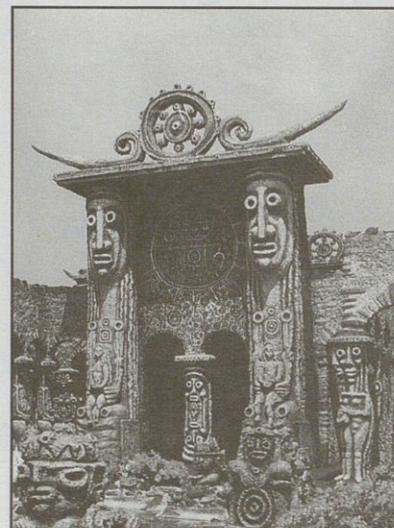
MUSIC-HALL, ROCK, etc.

- **Le Divan du Monde**, 75 rue des Martyrs (44 92 77 66) : dim. 7 janvier, de 19 h à 2 h, *Black Sugar*, orchestré par le chorégraphe Gérard Wilson. Lundi 8 et mardi 9 janvier, *Pollen*. Mercredi 10, jeudi 11, vendredi 12 et samedi 13 : Elise Caron, auteur-compositeur et interprète (jazz). Jeudi 18 : Polysonies d'Ile-de-France ; chaque moi 3 groupes sélectionnés parmi les meilleurs de leur catégorie. Pour début janvier, couleur afro-jazz, avec Sitaa Lantaa, Kolyty, Senor Holmes. Dimanche 21 : *Black Sugar*. Samedi 27 : Pibamos et Kurunda. Lundi 22, mardi 23, mercredi 24, jeudi 25, vendredi 26, dimanche 28, lundi 29, mardi 30 et mercredi 31 : Nonnes Troppo.
- **Elysée Montmartre**, 72 bd Rochechouart (programmes 44 92 45 49, réserv. 42 31 31 31) : Le 6 janvier : Luciano With the Firehouse Crew. Les 9 et 10 : Steel Pulse. Le 16 : Coolio. Les 18 et 19 : Burning Spear.
- **Les Blues Heures**, 97 bis rue Championnet (42 62 21 47) : LE 4 janvier : Les Hurlleurs (chansons). Le 6 : Ina Karian (chansons du monde), le 10 : Marvel (acid funk). Le 12 : Les Portugaises Ensablées (java bastringue). Le 13 : Fabien Society (rock enragé). Le 17 : Djello (hard core). Le 18 : Castafiore Bazoooka (chansons). Le 20 : Soul Finger (rhythm'n blues). Le 27 : Stompin' Crawfish (rock cajun).
- **Théâtre de Dix Heures**, 36 bd de Clichy (42 64 53 28, réservation 46 06 10 17) : du 5 janvier au 3 février, à 20 h 30, Isabelle Mayereau. Nouveau spectacle.

Les fantaisies architecturales et paysagères de «La France insolite» à la Halle St Pierre

Constructions étranges, dragons et châteaux dans les bocages, sculptures géantes en plein bois, jardins de pierres et rochers peints : les fantaisies architecturales et paysagères d'artistes hors des sentiers communs se donnent rendez-vous à la Halle Saint Pierre du 8 janvier au 29 février avec une expo de photos.

Réalisée parallèlement à la grande exposition de *l'Art brut* installée à la Halle depuis fin octobre et jusqu'à juin, cette exposition présente trente photographies en couleurs de Nicole Chatelier, dont la moitié figurent dans le livre *la France insolite* (texte de Claude Arz) édité par Hachette. On y voit les *Divinités païennes*, sculptures métalliques de Robert Lagadec, la *Maison couleur du temps* de Chop, les castels fantastiques du *Jardin de nous deux* de Charles Billy et sa femme, les *Bois aux créatures* de Pierre Rapeau, le maquilleur des arbres et des rochers, la *Cathédrale baroque* de Jean Linard, le *Jardin de pierre* de René Raoult et le



Une vue du «Musée de Robert Tatin»

Musée de Robert Tatin, un ensemble rappelant en plus fou encore le fameux *Palais idéal* du facteur Cheval.

Le célèbre facteur n'est cependant pas de la fête, Nicole Chatelier a en effet préféré montrer des lieux méconnus à travers la France, des lieux où les artistes vivent encore et continuent à produire, pour une invitation au pays de la fantaisie.



Des habitants du 18e vous donnent leurs recettes

Chaque mois, des habitants du 18e, célèbres ou moins célèbres, professionnels ou amateurs de la cuisine, vous indiquent ici comment réaliser un de leurs plats préférés. Ce mois-ci, une recette de **Jean-Claude Arnaud**, du restaurant *Le Périgord*, 10 rue de la Fontaine-du-But (voir l'article page 7). Il s'agit bien sûr d'une recette périgourdine, et plus précisément de Mussidan (Dordogne).

Le chausson mussidanais

Il faut (pour chaque personne) une escalope de veau bien plate de 130 grammes.

La fourrer au bleu d'Auvergne. La plier comme un chausson aux pommes. Batta un oeuf dans un bol. Passer l'escalope dans l'oeuf battu jusqu'à ce qu'elle soit couverte d'oeuf. La rouler dans la chapelure.

Cuire à la poêle à feu doux dans un peu de beurre et d'huile. Durée de cuisson : 5 minutes environ, pour que le fromage soit bien chaud et l'escalope bien cuite.

La flamber au whisky.

Déglacer à la crème fraîche.

Il est recommandé de l'accompagner de pommes sarladaises et d'un petit Cahors.

(publicité)

ATELIER DE RELIURE - MARTINE ROY
80, rue Joseph de Maistre, 75018 Paris Tél. 46 27 23 74

TOUS TRAVAUX DE RELIURE ARTISANALE
TRAVAIL DE QUALITE

COURS DE RELIURE ET STAGES

Le 18e du mois est à vous

Ecrivez-nous pour nous donner votre avis

Vous avez entre les mains le premier numéro pour 1996 (janvier) du *18e du mois*. Depuis quinze mois que notre journal existe, vous le lisez régulièrement ou occasionnellement. Vous le connaissez donc déjà, mais vous, qui êtes-vous ?

Mieux connaître nos lecteurs et mieux savoir ce qu'ils attendent, c'est l'objet de ce questionnaire qui nous permettra d'améliorer le *18e du mois*. Les résultats de cette enquête seront publiés dans un des prochains numéros.

(NB : Si vous trouvez qu'il n'y a pas ici assez de place pour tout ce que vous souhaitez nous dire, vous pouvez joindre autant de feuilles que vous voulez, c'est autorisé.)

1. Qui êtes-vous ?

Vous êtes : - homme / femme

Age : -moins de 25
-25 à 35 ans
-35 à 50 ans
-plus de 50 ans.

Vous habitez le 18e depuis années.

Dans le quartier : Chapelle / Porte d'Aubervilliers / Goutte d'Or / Clignancourt / Butte Montmartre / Grandes Carrières sud / Grandes Carrières nord et porte de St Ouen.

Votre profession (facultatif) :

2. Vous et le 18e du mois

-Vous êtes abonné(e) : Oui Non Depuis le n°

-Vous l'achetez : Régulièrement / De temps en temps

-Souhaiteriez-vous le trouver dans d'autres lieux que celui où vous avez l'habitude de l'acheter ? Lesquels ?

-Votre numéro est lu en moyenne par personnes. (De votre famille ? Des amis ?)

-Vous jugez la présentation : -très bien
-satisfaisante
-passable

-Vos suggestions pour améliorer la présentation :

3. Le contenu du 18e du mois

-Vous lisez d'abord : Actualité, vie locale / Dossier / Magazine (spectacles, culture, variétés) / Portraits, «Mon 18e» / Histoire / Autres :

-Vous souhaiteriez lire davantage de

-Vous souhaiteriez trouver moins de

-Trouvez-vous que le *18e du mois* parle de la vie politique locale : trop / pas assez / ce qu'il faut.

-Pouvez-vous citer quelques articles qui vous ont particulièrement intéressé(e) ?

-ou qui vous ont particulièrement déplu :

-Vos principaux reproches (et vos principaux compliments), vos suggestions:



CE JOURNAL NE PEUT VIVRE QUE GRACE À SES LECTEURS. POUR QUE LE 18e DU MOIS CONTINUE, SOUTENEZ-NOUS

- Je m'abonne au 18e du mois : un an (onze numéros), 130 F.
- Je m'abonne et j'adhère à l'association des "Amis du 18e du mois" : 230 F (130 F abonnement + 100F cotisation).
- Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien).
(cochez la formule que vous avez choisie)

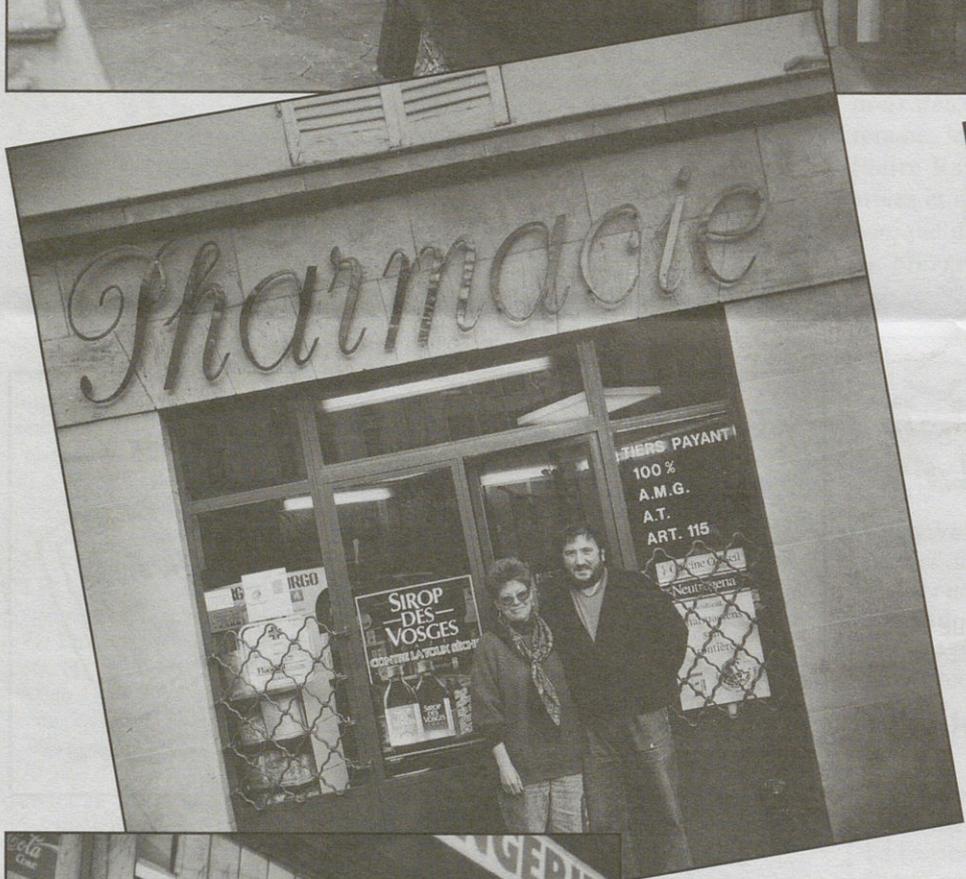
Nom : Prénom :
Adresse :

Découpez ou recopiez et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre de "Les Amis du 18e du mois", à l'adresse : Le 18e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris.



Des enfants de la Goutte d'Or photographient les commerçants du quartier

Dans le cadre de la manifestation culturelle *Uppercut*, qui a eu lieu à la mi-décembre au *Lavoir moderne parisien* rue Léon (voir page 17), était présentée une exposition d'une vingtaine de photos, réalisées par quinze jeunes de 12 à 16 ans de la Goutte d'Or, dans le cadre de l'atelier photographique organisé par l'association AIDDA. Encadrés et «initiés» par un jeune animateur photographe patient et passionné, Nicolas Resnic, ils avaient photographié les commerçants et artisans de leur quartier. Nous présentons ici cinq des images de ce travail : le pharmacien, l'encadreur, l'électricien, le boulanger... et le photographe, ont posé pour les jeunes. Si l'on ne savait pas l'âge des auteurs de ces photos, on pourrait croire qu'il s'agit d'un travail de professionnels authentiques...



L'atelier photographique des jeunes prépare une nouvelle exposition pour 1996. Nous n'avons pas été autorisés à dire le thème sur lequel ils travaillent, mais, ayant vu certaines des images déjà réalisées, nous pouvons assurer que ce sera encore plus étonnant.

• AIDDA, 21 rue Simart, 75018 Paris. 42 55 06 86.

